

BILAN



Lutte étudiante et assemblées de quartier



Les Communistes internationalistes Klasbatalo

Lutte étudiante et assemblées de quartier Communistes Internationalistes Klasbatalo(CIK)*, réédité par le GIGC

Sommaire

Mouvement étudiant printemps 2012

- Une crise économique internationale, des plans d'austérité drastique partout dans le monde et... une hausse des frais de scolarité
- La lutte contre les frais de scolarité fait partie des luttes contre les attaques capitalistes sur nos conditions de vie
- Le syndicalisme étudiant
- Le mouvement étudiant s'isole et est isolé du mouvement ouvrier
- Grève sociale et les minorités étudiantes radicales
- La question de la violence
- Le début de la fin : le déclenchement des élections signe la fin du mouvement et son échec par la grande participation des étudiants aux élections
- Le sommet sur l'éducation et continuation des mesures d'austérité

Les Assemblées Populaires Autonomes de Quartier : notre intervention dans les APAQ

- La démocratie accouche de la loi 78
- Le mouvement des casseroles : la classe ouvrière et les classes moyennes se solidarisent avec le mouvement étudiant
- Les illusions démocratiques et citoyennes du mouvement des casseroles
- Les casseroles semblent vouloir se donner une extension politique : création des APAQ
- Les APAQ appuient le mouvement étudiant, mais se mettent aussi à sa remorque
- L'autonomie selon les APAQ
- Les luttes de tendances: le localisme et l'individualisme anarchistes désorganisent les APAQ
- Fin de la vague de luttes, dérives autogestionnaires

Annexes

Appel aux révolutionnaires ou Appel à la gauche bourgeoise? (Réponse à Force étudiante critique) novembre 2011

Pour en finir avec le réformisme étudiant !

Le capitalisme est en faillite! Unissons-nous pour l'abattre!

Grève générale ou cirque électoral

« Mouvement Étudiant Révolutionnaire » : Mouvement petit-bourgeois réformiste

L'organisation du prolétariat en dehors des périodes de luttes ouvertes

* Les CIK se sont dissous ainsi que la FGCI lors d'une conférence en novembre 2013 pour former le Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC). La conférence a décidé de doter le nouveau groupe en vue de développer son intervention et sa présence politique, d'une revue Révolution ou Guerre. Cette revue est publiée en français, en anglais et dont des extraits seront traduits en espagnol et sur notre site web www.igcl.org

RÉVOLUTION ou GUERRE

#3

Revue du Groupe International de la Gauche Communiste (GIGC)

Février 2015



Brochure : Morale prolétarienne, lutte des classes et révisionnisme

Cette brochure est une contribution modeste mais néanmoins réelle, du mouvement ouvrier et communiste dans sa défense du marxisme et son combat permanent contre la pénétration de l'idéologie bourgeoise en son sein – tout spécialement au sein de ses organisations politiques. La brochure et les numéros de la revue sont disponibles en écrivant à intleftcom@gmail.com

Mouvement étudiant printemps 2012

Ce texte ne vise pas à présenter une histoire chronologique précise des événements de la dernière grève étudiante de 2012. Nous nous attacherons davantage à présenter une analyse politique de la lutte qui s'est déroulée l'année dernière. Ce texte se veut donc être à la fois un bilan du mouvement en même temps qu'un outil de préparation pour les prochaines luttes.

Une crise économique internationale, des plans d'austérité drastique partout dans le monde et... une hausse des frais de scolarité.

La lutte étudiante contre la hausse des frais de scolarité qui a débuté au printemps dernier n'est pas apparue comme un coup de tonnerre dans un ciel bleu. Depuis 2008 et depuis la crise financière aux États-Unis, la crise du capitalisme s'est sans cesse aggravée, prenant ainsi un caractère de plus en plus global et international. Sans tomber nécessairement dans l'explication des causes de la crise économique – d'autres textes amènent de bonnes explications¹ – il est important de bien comprendre ses conséquences. La crise du système capitaliste peut se comprendre simplement dans le processus de perte croissante de rentabilité de l'entreprise capitaliste et le manque de débouchés, ce qui entraîne nécessairement une réorganisation des marchés (faillite, concentration, etc.). La crise est donc pour le capital le moment de vérité – ça passe ou ça casse – pour assurer

la croissance de la rentabilité de l'entreprise, bref pour aller chercher des profits supérieurs à la période antérieure à la crise. La solution bourgeoise à la crise, en dernier recours, a toujours été et sera toujours la guerre impérialiste.

Comment assurer des profits supérieurs? Il est clair qu'un capitaliste reprenant de grandes parts de marché à la suite du rachat de plus petits capitalistes mis en déroute par la crise se met dans la bonne voie pour réussir de bons profits. Mais, fondamentalement, c'est par l'exploitation accrue de la force de travail, dont la crise n'est qu'un prétexte parmi tant d'autres, que les conseils d'administration réussissent à faire de nouveaux profits miraculeux aux lendemains d'un cataclysme économique. Exploitation accrue rime avec austérité. Et austérité rime avec baisse de salaire, augmentation des heures de travail, diminution et retardement des retraites, augmentation du chômage, etc. Bref, l'austérité signifie pour nous, prolétaires, sacrifices, humiliation et baisse du niveau de vie. C'est d'ailleurs ce qui se produit actuellement à une échelle internationale pour les travailleurs : austérité en Grèce, chômage en Espagne, réforme des retraites en France pour ne nommer que ces exemples.

L'État joue lui aussi un rôle fondamental dans l'adoption de plan d'austérité. Étant le « grand conseil d'administration de la bourgeoisie » (Marx), l'État capitaliste réagit à peu près de la même façon que le capitaine d'industrie. Ses mots d'ordre, ce sont restrictions budgétaires, serrer la ceinture, couper dans le gras, mais aussi, et plus fondamentalement parce que concernant directement nos conditions de vie, coupures dans les programmes sociaux. Ainsi donc, les politiciens et le milieu des affaires nous sortent la cassette de la dette énorme de l'État, véritable fléau de notre société, contre laquelle il faudrait, nous, en

¹Voir le texte de la Fraction interne du Courant communiste international :

http://fractioncommuniste.org/ficci_fra/b42/b42_2.php

Aussi le dossier « Crise économique » du Courant communiste international comprenant plusieurs textes concernant ce thème :

<http://fr.internationalism.org/node/4795>

Finalement les textes de la Tendence communiste internationaliste, comme :

<http://www.leftcom.org/fr/articles/2011-12-15/la-crise-de-la-dette-souveraine-internationale>

tant que simples citoyens voulant le bien de la nation (sic), faire des sacrifices pour résorber la crise. Il est important de soulever ici un point fondamental. La dette des différents États dans le monde n'est qu'un des symptômes de l'état de décrépitude avancée du système capitaliste. Alors, les solutions apportées à la crise par la bourgeoisie, qu'elle soit de droite (PLQ, CAQ,) ou de gauche (PQ², QS) ne sont que des ajournements temporaires à un krach encore plus violent. À droite, on veut couper dans toutes les dépenses, ce qui provoque chômage et chute de la croissance, mais favorise à long terme la grande entreprise bien établie. À gauche, on veut tout miser sur l'intervention de l'État pour le bien-être de la nation, ce qui aggrave l'endettement de l'État tout en faisant croire aux travailleurs, pour les encadrer et les pacifier, que le capitalisme peut leur garantir encore des beaux jours... jusqu'aux prochaines élections, au changement de pouvoir et à de nouvelles coupures encore plus drastiques dues à l'endettement aggravé par la gauche capitaliste.

Bref, la crise économique est à la base d'une montée de la lutte de classe et ce, au niveau international. Voyons ce qui s'est passé au Québec au printemps dernier.

La lutte contre les frais de scolarité fait partie des luttes contre les attaques capitalistes sur nos conditions de vie.

La hausse des frais de scolarité, annoncée depuis 2011 par le gouvernement Charest, était loin d'être une surprise. Déjà en 2005, ce même Charest avait tenté de sabrer dans l'aide financière aux études, ce qui avait provoqué un des plus grands

mouvements de grève étudiante jusqu'à présent. Charest avait fini par reculer, mais seulement pour revenir à la charge deux ans plus tard, en 2007, en décrétant une hausse de 50 \$ par année sur cinq ans. L'astuce, une « petite » hausse échelonnée sur plusieurs années, visait à mieux faire passer la pilule de la hausse dans la gorge des étudiants, ce qui réussit plutôt bien puisqu'ils n'opposèrent pas une résistance massive face à cette hausse.

Les cinq années de hausse venant à échéance, Charest décida d'en remettre en annonçant une autre hausse des frais de scolarité à partir de 2012. Cette fois-ci la pilule est grosse, voire énorme : 75 % de hausse sur cinq ans! La riposte des étudiants ne se fera pas attendre. À partir de la fin de l'hiver et au début du printemps 2012, les étudiants du collégial et de l'universitaire entrent massivement en grève.

Il est important de souligner que la logique derrière la hausse de frais de scolarité est tout d'abord une logique d'austérité. Le principe de base des plans d'austérité appliqués partout dans le monde en ce moment même est de couper partout les dépenses privées (salaires) et publiques (programmes sociaux) pour redynamiser les profits. Le Québec n'échappe pas à cette logique. Le gouvernement Charest, en tant que « Conseil d'administration de la bourgeoisie » québécoise n'a « seulement » que demandé aux étudiants de se serrer la ceinture, de « faire un petit effort » afin de donner les coudées franches au capital pour se sortir du marasme actuel.

Mais que représente ce « petit effort » de 75 % de hausse pour un grand nombre d'étudiants? Cela représente tout d'abord une augmentation de l'endettement, ce qui d'un côté hypothèque les conditions de vie de nombreux jeunes pour plusieurs années, et de l'autre donne de meilleurs profits au capital bancaire

² Pour beaucoup de militants petit-bourgeois, le PQ est néo-libéral jusqu'à temps qu'il faut choisir dans un isolement électoral entre le PLQ et le PQ. Le PQ devient vite moins néo-libéral et plus respectable... comme par magie.

justement sur le dos des étudiants. Ensuite, la nécessité d'avoir un petit boulot devient de plus en plus universel chez les étudiants pour joindre les deux bouts. Ce fait était déjà une dure réalité pour les étudiants enfants de prolétaires. Mais maintenant, cela se répercute aussi sur les classes moyennes et la petite-bourgeoisie. Bref, les étudiants en général se prolétarisent. L'étudiant/travailleur représente une manne pour la bourgeoisie. Il travaille souvent au salaire minimum ou pas loin, avec des horaires flexibles, l'exemple-type étant les empois dans l'industrie des services.

Il va sans dire que la grève de 2012 était avant tout une grève contre l'humiliation et les sacrifices sur l'autel du capital. La plupart des étudiants grévistes vivant avec un revenu souvent minuscule, ayant à supporter le stress des dettes, jonglant sans cesse entre travail et étude, et que l'État capitaliste vienne leur dire « faites un effort, faites votre juste part », c'était la goutte de trop. C'est entre autres cette prolétarianisation des étudiants qui donna au mouvement de grève son caractère politique, massif et radical.

Le syndicalisme étudiant

Le mouvement se mit en marche d'abord à travers la Coalition large de l'Association pour une Solidarité syndicale (CLASSE). Ses associations étudiantes membres se mirent en grève les premières. Par la suite, la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et son pendant universitaire, la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) suivirent le pas. Bien que le mouvement fut plus ou moins préparé à l'avance par la bureaucratie syndicale étudiante, en particulier celle de l'ASSÉ, le caractère massif du mouvement prouve que c'est la base étudiante qui s'est « spontanément » mise en mouvement.

Penchons nous maintenant sur les syndicats étudiants. La FECQ-FEUQ représente la droite du mouvement syndical, une droite corporatiste et élitaire qui vise à négocier avec le gouvernement des privilèges pour ses membres. Elles ont souvent eu dans leur histoire des relations étroites et clientélistes avec différents gouvernements du Parti Québécois. Elles ont aussi traditionnellement refréné et encadré les ardeurs du mouvement étudiant pour ensuite se concerter avec le gouvernement pour négocier des ententes à rabais sur le dos des étudiants.

La FECQ-FEUQ n'a pas trahi ses propres traditions lors du mouvement de 2012. Sa fonction principale lors de la grève a été de pacifier les étudiants en lutte. On a vu le leader de la FECQ, Léo Bureau-Blouin³, jouant le rôle de la police en faisant constamment des appels au calme et au respect de l'ordre, alors que les étudiants contestaient justement l'ordre capitaliste. Il en était même difficile parfois de différencier le discours de Bureau-Blouin de celui de Ian Lafrenière, chef de la communication du Service de Police de Montréal (SPVM). Évidemment, les médias et le milieu des affaires en ont vite fait leur coqueluche. Les étudiants ont vite compris d'ailleurs que la FECQ-FEUQ est entrée dans le mouvement à reculons, sous la pression de sa base, et qu'elle voulait tout faire pour y mettre fin le plus rapidement possible. En ce sens, la FECQ-FEUQ représente ce qu'il y a de plus crasseux dans le syndicalisme étudiant.

En ce qui concerne l'ASSÉ, l'aile gauche du mouvement étudiant, le problème est plus complexe. En effet, la CLASSE est souvent représentée par les médias comme l'organisation radicale du mouvement étudiant. Contrairement à la FECQ-FEUQ, la CLASSE met de l'avant un projet de société. Elle est depuis plusieurs années une fervente défenseuse

³ Élu député péquiste en septembre 2012.

du principe de la gratuité scolaire à tous les niveaux. Ces prises de positions, en plus d'une tactique plus combative en comparaison avec la FECQ-FEUQ, font en sorte que beaucoup d'étudiants ont encore grandement confiance en la CLASSE comme représentante de leurs intérêts ainsi que comme outil de transformation de la société.

Mais quel est le programme de la CLASSE sinon celui de la gauche capitaliste adapté aux réalités étudiantes? En effet, elle représente ce courant politique fort utopiste pour ne pas dire réactionnaire qui vise à transformer le néolibéralisme en « capitalisme à visage humain ». La revendication sur la gratuité scolaire est assez édifiante à cet égard. La CLASSE considère que l'État (évidemment pour la gauche capitaliste l'État est neutre, donc au-dessus des classes sociales) doit financer l'éducation publique pour rendre celle-ci accessible. L'éducation nationale a donc pour mission de former des citoyens et cette éducation citoyenne nationale fait partie d'un processus d'émancipation. Donc, pour la CLASSE l'éducation financée par l'État bourgeois est un pas vers l'émancipation...

Le dilemme est celui-ci : émancipation de l'humanité par la transformation à la racine de la société ou « émancipation » par la mobilité sociale que procure l'éducation supérieure à certains individus privilégiés? C'est ici que le bât blesse puisque la CLASSE lutte évidemment pour la deuxième affirmation.

Bref, les syndicats étudiants ont représenté tout au long de cette grève un frein au mouvement. À droite, on appelait hypocritement les étudiants au calme alors qu'ils subissaient sans cesse la violence étatique de la police. À gauche, on mobilisait les étudiants sur un programme illusoire de capitalisme réformé plein de belles promesses. De plus, le syndicalisme étudiant a tout fait pour encadrer les

étudiants dans les limites de la lutte contre les frais de scolarité. Pour les étudiants, ou en tout cas leur partie la plus radicale, les vraies questions devenaient de plus en plus claires : austérité, crise du capital, anti-capitalisme, violence policière, lutte frontale contre l'État, bref des enjeux qui dépassaient la simple condition étudiante pour devenir de plus en plus prolétariens et révolutionnaires. De leur côté, les leaders étudiants, eux, débattaient encore et encore de financement des universités, de fiscalité, de gratuité scolaire et d'élections!

Le mouvement étudiant s'isole et est isolé du mouvement ouvrier.

Dans toute notre intervention lors de la lutte étudiante, nous avons eu comme leitmotiv que les étudiants, seuls face au gouvernement, ne pouvaient aspirer à imprimer à la société une quelconque transformation. Il fallait donc qu'ils élargissent leur lutte à d'autres secteurs de la société, en particulier les travailleurs, seule classe sociale vraiment révolutionnaire.⁴

Il est clair que les leaders étudiants qui font une vertu du corporatisme syndical n'ont jamais songé à appeler les travailleurs à se **solidariser** avec les étudiants. Non seulement ils n'y ont jamais songé, mais on pourrait davantage dire qu'ils ont tout fait pour empêcher que cela arrive dans leur rang. Ils y sont arrivés en s'assurant de garder les étudiants le nez bien pointé sur leurs intérêts économiques immédiats, alors que la lutte devenait de plus en plus politique et dépassait les seules questions étudiantes.

Il faut dire qu'il y a eu de bonnes initiatives de la part de la base étudiante radicale, initiatives qui promettaient un bel avenir, mais qui malheureusement seront sans lendemain. On peut donner l'exemple d'étudiants allant manifester solidairement

⁴ Voir nos textes et tracts en annexe

avec les travailleurs d'Avéos, une entreprise du secteur de l'aéronautique qui venait d'annoncer des mises à pied.

Mais si les étudiants sont restés isolés des travailleurs, ce n'est pas tant de leur faute. La faute revient davantage aux grandes centrales syndicales et à leur agissement complètement réactionnaire lors de la grève. Tout d'abord les boss syndicaux ont accepté, à la demande du Premier Ministre Charest, de venir siéger à la table de négociation étudiant-gouvernement. Le geste de Charest n'était pas sans signification. Il savait très bien que les boss syndicaux étaient les spécialistes du sabotage des luttes. D'ailleurs, ceux-ci se plaignirent de l'attitude triomphaliste de Jean Charest au lendemain des négociations. Pour Michel Arsenault, président de la FTQ, « *quand tu attrapes un gros poisson et qu'une personne te demande où tu l'as pêché, tu réponds dans le lac, ferme ta yeule. C'est la même chose au lendemain d'une négo, l'employeur se tait jusqu'à la fin du vote. C'est pas compliquer, tu fermes ta yeule!* ».⁵ Bref, les boss syndicaux n'offrirent aucune solidarité au mouvement étudiant, au contraire, ils participèrent à l'élaboration des négociations sur une entente bidon (82% d'augmentation sur 7 ans au lieu de 75% sur 5 ans!), qui seront plus tard rejetés massivement par les étudiants autant dans leurs assemblées générales que dans la rue.

Mais ce n'est pas tout. Avec le mouvement des casseroles, l'idée d'une « grève sociale » prenait de plus en plus d'emprise dans les masses. De nombreux travailleurs votèrent dans leurs assemblées syndicales pour le commencement d'une grève sociale. Le mouvement était si impressionnant et massif que la base de la Confédération Syndicale Nationale (CSN),

une des trois grandes centrales syndicales, se dota d'un mandat de grève sociale. Tradition syndicale : les dirigeants syndicaux tergiversèrent pendant toute la durée restante du conflit en disant qu'ils interrogeaient leur base sur la question de la grève sociale, alors que le mandat venait déjà de la base! Bref, quoi de mieux pour saboter un mouvement que de le laisser crever dans l'œuf?

Pire, le bureaucrate en chef de la Fédération des Travailleurs du Québec, Michel Arsenault, s'assura auprès de son homologue canadien, Ken Georgetti, le boss du Canadian Labor Congress, pendant canadien de la FTQ, que le « rest of Canada » ne viendra pas se mêler des affaires québécoises. Sous le couvert d'une chicane de juridiction et de zone d'influence qui incombe à chacune des centrales syndicales selon des frontières nationales, c'est bien la solidarité des travailleurs et étudiants canadiens envers les étudiants et travailleurs québécois qu'on voulait à tout prix faire taire. La correspondance entre les deux pompiers sociaux est assez édifiante à cet égard.

En voici des extraits traduits de l'anglais par nous. Arsenault interpelle son homologue canadien au sujet de rumeurs concernant des syndiqués canadiens anglais de la base et leur volonté de venir en aide à leurs camarades québécois. Arsenault affirme « *que la FTQ et le CLC ont signé une entente stipulant, entre autres, que les activités et les stratégies syndicales au Québec doivent se décider exclusivement sous la responsabilité de la FTQ.* »⁶ En d'autres termes, cela veut dire ne venez pas mettre votre nez dans nos affaires et pacifier vos membres. Ce à quoi Georgetti répond : « *Je sais que tous les affiliés et les fédérations respectent la juridiction de la FTQ dans sa province et*

⁵ André Frappier, Richard Poulin, Bernard Rioux, *Le printemps des carrés rouges*, M éditeur, collection mobilisations, 2012, p. 104

⁶ Pour voir la lettre intégrale, en anglais : <http://zinelibrary.info/files/FTQ-Students-2012-05-28-EN-1.pdf>

j'espère que ces rumeurs ne sont que des rumeurs, pas des faits. »⁷ En d'autres mots, au diable la solidarité, nous allons nous occuper des récalcitrants trop radicaux!

Arsenault continue concernant la lutte contre la loi 78 : « *De plus, des fractions plus radicales appellent à une grève sociale et nous ne pensons pas que ce soit LA stratégie à promouvoir pour le moment. (...) Pour le moment, nous pensons que la meilleure approche est de faciliter le règlement du conflit et éviter de répandre des feux. En fait, il est possible que le gouvernement et les syndicats étudiants se rencontrent au début de la semaine autour de la table de négociation. Nous croyons qu'il est nécessaire de créer la meilleure atmosphère pour assurer le succès de cette opération.* »⁸ Non seulement Arsenault sabote la solidarité qui se développait dans le Canada anglais, mais en plus il met des bâtons dans les roues à un mouvement qui tente de plus en plus à se sortir du carcan syndical.

Ces votes de grève et initiatives de solidarité à l'intérieur de la bureaucratie syndicale démontrent encore une fois le degré élevé des illusions de la classe ouvrière envers les syndicats. Souhaitons que cette « énième trahison » de la CSN et de la FTQ vienne détruire ces illusions! Mais tâchons de tirer des leçons de cette expérience. Il aurait fallu tenter, dans la mesure du possible, de mettre sur pied des comités de grève hors et contre les syndicats sur les lieux de travail. Ainsi, la grève de masse contre le gouvernement dans une perspective de transformation radicale de la société aurait pu être envisageable.

Grève sociale et les minorités étudiantes radicales.

Pour résumer, la « grève sociale » a échoué essentiellement parce que le Travail ne s'est pas mis en grève. Et si les travailleurs ne se sont pas mis en grève, c'est surtout grâce à l'immobilisme consciemment calculé des grandes centrales syndicales.

Mais, il y avait aussi beaucoup d'ambiguïté dans le concept même de grève sociale. Personne ne savait trop ce à quoi cela faisait référence. Pour nous, il nous paraissait assez clair que les promoteurs de cette tactique avaient une idée plutôt claire de la nature de l'appel à la grève sociale. Cette tactique a été mise de l'avant par la gauche capitaliste et syndicaliste. On voulait essentiellement faire une belle petite grève, selon la tradition syndicale en vigueur, de quelques jours dans certains secteurs clé de l'économie en solidarité avec les étudiants et pour « chasser les néo-libéraux » du gouvernement. Les partis politiques néo-libéraux au Québec sont la Coalition Avenir Québec (CAQ), le parti Libéral (PLQ) et, dépendant des uns et des autres, le parti Québécois (PQ). Notez que le concept de néo-libéralisme en est un à géométrie variable, surtout en ce qui concerne le PQ.⁹ Bref, si le but d'une grève sociale est de chasser les néo-libéraux, c'est aussi logiquement qu'on veut installer au gouvernement le PQ et assurer une forte députation à Québec Solidaire (QS). Le programme de ces partis est essentiellement celui du « capitalisme à visage humain » et ce programme n'a rien à apporter autant aux travailleurs qu'aux étudiants. Il faut donc toujours se méfier de ceux qui pointent du doigt le néo-libéralisme et seulement celui-ci comme la

⁷ Pour voir la lettre intégrale, en anglais : idem

⁸ Idem

⁹ Pour beaucoup de militants petit-bourgeois, le PQ est néo-libéral jusqu'à temps qu'il faut choisir dans un isolat électoral entre le PLQ et le PQ. Le PQ devient vite moins néo-libéral et plus respectable... comme par magie

tare de la société actuelle puisque ce genre de position implique inévitablement qu'un autre type de capitalisme est souhaitable. Pour nous, travailleurs, étudiants, chômeurs, ce n'est point le cas.

Les étudiants ont quand même fait preuve d'une certaine radicalité. Beaucoup d'entre eux sont restés complètement autonomes et méfiants par rapport aux partis politiques bourgeois, même ceux de gauche, bien que cet esprit ait malheureusement complètement disparu le jour où des élections ont été annoncées. Les étudiants ont donc fermé la porte pendant la majorité de la grève au parlementarisme jusqu'à temps que le parlementarisme ouvre grand la porte dans leur visage avec ses élections. D'ailleurs les jeunes ont massivement voté aux élections de 2012 alors que cette couche de la population est habituellement plutôt abstentionniste.

Un autre point positif fut la tradition des manifestations massives en soirée. Ces manifestations eurent lieu à tous les jours pendant plusieurs mois. Des invitations étaient lancées sur les réseaux sociaux. Il n'était pas rare de voir des cortèges de quelques milliers de personnes serpenter les rues de Montréal jusqu'aux petites heures du matin. Hormis le caractère massif de ces manifestations, ce qui en ressortait de plus important du point de vue révolutionnaire était le caractère politique de ces manifs. Chaque manifestation avait son thème politique selon l'actualité de la lutte. Si les leaders étudiants venaient tout juste de négocier une entente bidon, on prenait la rue le soir même pour affirmer massivement que l'entente était inacceptable. Si un étudiant venait de se faire blesser gravement par la police dans une action, le soir même on sortait dans la rue pour dénoncer la brutalité policière et la violence étatique, et ainsi de suite.

La question de la violence

La violence fut omniprésente durant toute la durée de la grève. En effet, le mouvement étudiant dut faire face à une répression étatique/policière déchaînée. Tout d'abord il faut souligner l'hypocrisie des médias bourgeois. Durant toute la grève, ils ont ardemment dénoncé les « violentes manifestations étudiantes » alors qu'ils fermaient les yeux sur les violences policières, voire même les approuvaient. Il faut dire que la violence du côté étudiant se résumait généralement qu'à des cas de légitime défense contre des agents des forces de l'ordre très agressifs ou à des cassures de vitrine et autres mobiliers urbains sans grande importance. Cependant, les violences policières/étatiques/judiciaires, elles, furent importantes : des centaines et des centaines de blessés, poivrés, gazés, tabassés, quelques blessés graves (œil crevé, mâchoire broyé pour ne donner que ces exemples), profilage sociale constant et finalement, environs 3400 personnes arrêtées ou criminalisées!

La violence étatique contre le mouvement étudiant nous fait nous rappeler que l'utilisation de la violence est une nécessité fondamentale pour les militants révolutionnaires. Pas que son utilisation ait une vertu spécifique en soi, mais plutôt parce que la violence étatique nous oblige à utiliser la violence à notre tour. La bourgeoisie et son organisme de maintien de l'ordre, l'État, tient à ce que son système de domination et d'exploitation perdure. Pour arriver à cette fin, elle utilise sans scrupule la violence. Si on veut renverser le système bourgeois, on ne peut pas faire l'économie de l'utilisation de la violence, sinon on se condamne à l'impuissance et à la défaite.¹⁰

¹⁰Sur la question de la violence, voir le texte du Courant communiste international « Terreur, terrorisme et violence de classe ». <http://fr.internationalism.org/french/rint/14-terrorisme>.

Beaucoup d'étudiants ont compris cela et n'ont pas hésité à se défendre contre la police et même, parfois, à contre-attaquer (par exemple l'émeute du Salon Plan Nord). La question de la violence a aussi aidé à clairement identifier une séparation de classe en camps politiques adverses. D'un côté on avait le parti de l'ordre : l'État en général, le gouvernement Charest, la police, les médias, les partis d'opposition, les syndicats, etc. De l'autre côté, on avait le parti du « désordre » et de « l'anarchie » : les étudiants en grèves et ceux qui leur étaient solidaires chez la classe ouvrière et les classes moyennes. Cette claire séparation des forces en présence a aussi fait ressortir le caractère politique de la lutte, c'est-à-dire la lutte frontale contre l'État bourgeois.

Autre fait important est l'épisode des « paci-flics ». Certains étudiants pacifistes plutôt réactionnaires ont pris la fâcheuse habitude de s'attaquer physiquement et verbalement, voire même de livrer à la police les militants utilisant certaines formes de violence. La majorité des militants participants aux manifestations ont rapidement dénoncé ces agissements policiers et ont qualifié, non sans humour, ces étudiants zélés de « paci-flics ».

Le début de la fin : le déclenchement des élections signe la fin du mouvement et son échec par la grande participation des étudiants aux élections

La répression policière n'est jamais venue à bout des étudiants ainsi que de ceux qui leur étaient favorables (mouvement des casseroles, entre autres). Le mouvement fit preuve d'entêtement, de persévérance et de courage pendant plusieurs mois. Mais la répression policière n'était pas la seule arme dans l'arsenal du gouvernement. Une répression judiciaire s'est aussi abattue sur les grévistes, la Cour soutenant légalement les « scabs étudiants ». Mais ce n'était jamais assez.

Le mouvement restait fort même pendant un été long et chaud, des conditions pas très propices à motiver le militantisme.

Le mouvement, parce qu'il était massif et continu, ne pouvait pas être purement maté par la force et l'ordre, la bourgeoisie et son État devaient donc le récupérer en s'assurant d'y enlever toute sa substance. Le mouvement étudiant ne pouvait se faire récupérer tant qu'il restait dans la rue. Alors, on l'a forcé à aller à l'urne. Dans la rue, il pouvait jouir d'une certaine indépendance politique et idéologique à l'égard de la gauche capitaliste. Ainsi la radicalité politique, un élargissement des questionnements au-delà de la simple question des frais de scolarité et même une conscientisation de plus en plus poussée de la lutte de classe contre le capital prenait forme. Cependant, lorsque qu'on a demandé aux étudiants, comme au reste de la population, d'aller voter pour l'élection d'un nouveau gouvernement, beaucoup de militants sont tombés dans un piège qu'ils avaient pourtant magnifiquement évité jusqu'ici.

Le piège était de retomber dans le débat inoffensif et restrictif sur les frais de scolarité et d'abandonner les questions politiques plus larges, par exemple l'austérité capitaliste, son caractère international. Le caractère strictement légal du parlementarisme fit en sorte que le mouvement fut récupéré et vidé de sa substance grâce aux élections de septembre. D'un côté le PLQ et la CAQ représentèrent l'aile politique de la bourgeoisie voulant la répression et le maintien de l'ordre. Charest tenta, sans grand succès, de faire campagne sous le thème de la loi et l'ordre. De l'autre côté, le PQ et QS furent les récupérateurs, c'est-à-dire l'aile gauche de la bourgeoisie pour laquelle il était important de répondre à certaines revendications étudiantes, bien sûr les frais de scolarité, mais il fallait tout de même à tout prix faire cesser la lutte pour ainsi éviter tout débordement de la

paix sociale. Pauline Marois, cheffe du PQ, fit essentiellement campagne sur le thème de l'annulation de la hausse des frais de scolarité. Il est utile de noter que même la CLASSE a participé au show électoral qui mit fin à la grève. En effet, avec son mot d'ordre « Dehors les néo-libéraux », elle appelait implicitement les grévistes à voter QS et même PQ!

Le PQ se fit élire et annonça qu'il annulerait par décret la hausse des frais de scolarité, pour l'année 2012-2013, ce qui fut fait. La grève étudiante, déjà au ralenti depuis l'annonce des élections, ainsi que l'élan de solidarité que celle-ci suscita dans les autres couches de la société, en particulier les travailleurs et les classes moyennes, s'arrêta sec. Beaucoup crièrent à la victoire. Or nous ne partageons aucunement cette opinion. Il est certain qu'au niveau économique, l'annulation de la hausse représente un soulagement pour les étudiants. Mais, ce soulagement sera de courte durée, puisque d'autres attaques contre le niveau de vie des étudiants ne seront tardées dans un futur proche, que ce soit le PQ ou le PLQ au pouvoir.

On peut juger les résultats d'une lutte par le degré de renforcement de la conscience de classe, de l'unification des militants, par l'élargissement des luttes à un niveau plus global tant au niveau politique que territorial et par des actions, des grèves, des manifestations de plus en plus massives et dirigées frontalement contre l'État. Le mouvement de 2012 a marché dans cette direction pendant plusieurs mois. Cependant, il a fini par crier victoire, uni derrière Pauline Marois, symbole en cette fin de lutte de la gauche capitaliste et récupératrice.

La grève étudiante de 2012 eut de belles perspectives pendant de long mois, mais elle se termina en queue de poisson.

Le sommet sur l'éducation et continuation des mesures d'austérité.

Le PQ décida à la suite de son élection d'organiser un sommet sur l'éducation au mois de février 2013. Y sont appelés le milieu des affaires, les recteurs d'université, les étudiants et d'autres « intervenants du milieu ». Évidemment, ce sommet n'est qu'une farce où l'on discutera probablement davantage d'une prochaine hausse des frais de scolarité sous une forme ou une autre, que des vraies questions touchant les étudiants. Tous ces questionnements des étudiants sur le capitalisme lors de la grève sont même déjà complètement évacués du débat. Ce sommet ne servira qu'à clouer le dernier clou du cercueil du mouvement de grève.

D'ailleurs, le PQ n'a pas perdu de temps à prendre la relève de l'ancien gouvernement libéral. En effet, l'austérité capitaliste ne doit pas avoir de couleur politique puisque le PQ continue le même effort réactionnaire que les libéraux. Il ne s'est même pas passé deux mois pour que le nouveau gouvernement commence à laisser tomber ses promesses électorales gauche caviar (taxe sur le capital par exemple) et que l'on commence à parler de coupures et d'hausse de tarif (comme à Hydro-Québec). Dans l'œuvre de démolition de nos conditions de vie, le PQ reprend aujourd'hui son travail de 1996¹¹ ainsi que le travail de près de dix ans du gouvernement libéral. Les gouvernements se suivent et se ressemblent.

¹¹ À cette époque, le gouvernement péquiste de Lucien Bouchard avait lancé, selon la même logique d'austérité capitaliste que celle qu'on nous sert aujourd'hui, son programme de « déficit zéro ». La bourgeoisie voulut tout simplement réduire la dette en coupant dans les programmes sociaux et dans les salaires des employés et travailleurs de l'État. Ce programme de démolition de nos conditions de vie fut approuvé par les centrales syndicales dans un esprit d'union nationale pour la sauvegarde de « l'économie québécoise », bref de la bourgeoisie québécoise.

Ainsi, bien que les étudiants aient été temporairement et partiellement satisfaits par le gouvernement, l'austérité capitaliste mise en place par la bourgeoisie continue et continuera de nous accabler, nous les étudiants, travailleurs et chômeurs. Cette austérité est vécue par les prolétaires de tous les pays, sans exception. Il n'y aura pas de solutions québécoises à l'austérité québécoise, tout comme il n'y a pas de solutions grecques à la crise économique en Grèce. Nous vaincrons seulement si nous imprimons à notre lutte un caractère international et internationaliste.

Les Assemblées populaires autonomes de quartier : notre intervention dans les APAQ

La démocratie accouche de la loi 78

Le gouvernement libéral de Jean Charest se trouva au début de l'été dans une situation particulièrement inconfortable. En effet, le mouvement étudiant, après plusieurs mois de luttes âpres, maintenait intact son souffle et sa combativité. La tactique initiale du gouvernement, mélange de sourde oreille et de tentatives de négociations bidons, s'avérait globalement incapable de mater le mouvement étudiant.

Le gouvernement prit donc l'initiative avec le projet de loi 78 (devenu loi 12) de monter d'un cran la répression. Évidemment, le mouvement étudiant subissait déjà la répression à travers les violences policières quotidiennes, mais celles-ci se montraient largement inefficaces. Au contraire, les violences policières contribuèrent souvent à une certaine radicalisation des masses étudiantes. La loi 78 devait donc donner la légitimité politique et juridique à la police pour accentuer sa répression contre les étudiants et ceux qui supportaient leur mouvement.

Le contenu de cette loi est assez clair à cet effet. Elle prévoyait dans un premier temps rendre pratiquement illégales les manifestations. Pour le pouvoir en place, c'était une tentative pour faire cesser une fois pour toute, les manifestations massives et quotidiennes qui caractérisaient le mouvement jusqu'à présent. Dans un deuxième temps, la loi prévoyait donner des amendes ridiculement salées aux militants ne respectant pas la loi. On voulait ainsi frapper là où ça fait mal, c'est-à-dire prendre à la gorge des individus déjà précaires financièrement : les étudiants prolétarisés et les travailleurs qui les appuyaient.

Il faut rappeler ici que c'est la bonne vieille démocratie qui mit en branle cette loi particulièrement répressive. La fonction de la démocratie est de pacifier les antagonismes sociaux, la lutte de classe, bien entendu dans l'intérêt de la classe dirigeante et de son système d'exploitation, le capitalisme. Quand cela ne marche pas, la démocratie est capable de montrer les dents et de matraquer. Il reste que cet état de fait rend obsolète les mouvements à la mode ces derniers temps comme Democratia Real Ya! et Occupy dont le fonds de commerce est la démocratisation de la société capitaliste. Le mouvement étudiant et celui des casseroles ont eu à faire face à ce genre d'écueils petit-bourgeois qui souhaitent démocratiser la démocratie bourgeoise.

Le mouvement des casseroles : la classe ouvrière et les classes moyennes se solidarisent avec le mouvement étudiant.

Le gouvernement Charest pensait peut-être fermer le dossier en quelques semaines avec sa loi-matraque, c'est le contraire qui se produisit. En effet, le caractère injuste et froidement répressif de la loi 78 provoqua un vent de sympathie massif dans la population envers les étudiants. Spontanément, dans les quartiers

populaires de Montréal, mais aussi dans plusieurs autres villes du Québec, les gens commencèrent à frapper leur casserole quotidiennement en signe de protestation contre le gouvernement et sa loi répressive.

Pour la première fois depuis le début de la grève étudiante, le mouvement s'élargissait avec succès à d'autres couches de la population. Avec le mouvement des casseroles, les étudiants n'étaient plus isolés face à l'État. De larges masses de travailleurs et d'individus des classes moyennes entraient maintenant en mouvement à leur côté pour leur prêter main forte.

À partir de ce point, les manifestations de masses se sont amplifiées. S'ajoutant aux manifestations étudiantes nocturnes et quotidiennes partant du centre-ville, des cortèges se créaient spontanément dans les différents quartiers populaires de Montréal à partir des séances de tapage de casseroles. Les cortèges serpentaient les rues de Montréal et finissaient par se rejoindre. On commençait la marche à 150, on la finissait souvent à 5000 et plus!

Tout cela s'effectuait, il faut le rappeler, sous la menace constante de la répression puisque les manifestations spontanées étaient maintenant théoriquement illégales. Dans les manifestations on criait « *La loi spéciale, on s'en calisse!* ». Cela montrait un début de compréhension dans les masses que la lutte n'a pas à respecter la loi et doit être frontal contre l'État sinon elle est vouée à l'échec et/ou à la récupération. Mais les illusions, surtout sur la question de la démocratie, restaient bien vivaces.

Les illusions démocratiques et citoyennes du mouvement des casseroles.

Sous le masque informe d'un supposé mouvement de citoyens, le mouvement des casseroles était

majoritairement constitué de travailleurs et d'individus des classes moyennes, sans compter les nombreux étudiants. Cependant, l'idéologie petite-bourgeoise des classes moyennes a instantanément pris le dessus sur les revendications et objectifs prolétariens, ce qui explique les illusions démocratiques et citoyennes du mouvement des casseroles. Illusions bien sûr entretenues par le gouvernement afin de garder les casseroles inoffensives. Même le ministre des finances d'alors Raymond Bachand appuyait les casseroles. « *Même si les manifestations de casseroles ont pour but de montrer de l'indignation face aux politiques de l'État, on peut s'interroger sur son résultat. Le ministre des finances Raymond Bachand, quant à lui, s'est réjoui de ces manifestations comme un moyen créatif et festif de faire entendre son opinion sans nuire à l'image touristique de la métropole. C'est ce qu'il a exprimé devant une conférence d'hommes et de femmes d'affaires à Montréal.* »¹² En effet, les illusions petite-bourgeoises sur la réforme et la revalorisation de la démocratie avaient main basse sur le mouvement. Au lieu de voir en la démocratie libérale un système bien rodé de domination des masses prolétariennes, comme beaucoup de minorités radicalisées commençaient à le percevoir, la majorité du mouvement des casseroles manifestait pour la démocratie, pour sa rénovation. On en arrivait à un très comique non-sens politique : la démocratie matraque, emprisonne, judiciarise depuis des mois et la très frustrée classe moyenne bobo prend la rue pour quémander davantage de démocratie ou encore une démocratie réelle!

Le mouvement des casseroles était donc traversé par un antagonisme et un clivage politique important. Majoritaire, l'idéologie petite-bourgeoise et réformiste bon enfant des classes moyennes menait le

¹² Extrait de notre tract *Grève générale ou cirque électoral?* Voir en annexe.

mouvement avec son programme à la Québec solidaire. Minoritaire, les militants radicalisés, souvent travailleurs ou étudiants, commençaient à entrevoir l'importance de s'organiser politiquement pour mener une lutte frontale contre la démocratie libérale et son État, seul manière de mener la lutte de classe entamée par les étudiants vers la victoire.

Les casseroles semblent vouloir se donner une extension politique : création des APAQ.

La frange radicale et militante du mouvement des casseroles prit ainsi l'initiative de créer et organiser des assemblées de quartier afin de tenter de donner un caractère plus politique aux casseroles. De telles assemblées se créèrent rapidement dans tous les quartiers prolétaires de Montréal (principalement dans Hochelaga, Centre-sud, Villeray et Rosemont, les quartiers du Sud-Ouest, etc.). Leur manifeste provisoire mais commun à toutes était la lutte contre la loi 78 ainsi que l'appui au mouvement étudiant.

Ces assemblées étaient avant tout un lieu de discussion et d'organisation d'activités politiques en lien avec la grève étudiante. Comme nous l'avons déjà souligné plus haut, le mouvement des casseroles, et sa suite logique, les APAQ, représentaient une extension du mouvement de lutte entamé par les étudiants à d'autres couches de la société. Les militants réunis en APAQ ont dû maintenant se poser la question : « Que fait-on maintenant? ». Bien sûr la réflexion était prioritairement axée sur le mouvement étudiant et la lutte contre la répression politique/policière. Mais, une réflexion plus poussée, par exemple sur le capitalisme et son caractère exploiteur, tentait aussi de surgir.

Les APAQ appuient le mouvement étudiant, mais se mettent aussi à sa remorque.

Une des grandes faiblesses des APAQ, qui d'ailleurs se montra le nez très tôt, était que la majorité des militants avait la vision partiellement obstruée par les œillères de la grève étudiante. En effet, au lieu de réfléchir à comment on pourrait étendre la grève dans les lieux de travail, dans les usines, dans les transports, on réfléchissait seulement à comment apporter une solidarité « citoyenne » aux étudiants, c'est-à-dire une simple solidarité en termes de présence aux manifestations et aux lignes de piquetage. Cet élan de solidarité était certes magnifique, mais il n'était pas suffisant en termes de lutte et de rapport de force face à l'État. Si les étudiants ont perdu, c'est aussi un peu parce qu'ils sont restés seuls en lutte, bref parce que la grève ne s'est jamais généralisée à d'autres secteurs de la . .¹³

Illustrons notre propos. Prenons pour exemple un travailleur de la STM. La participation, dans les quartiers, aux activités de solidarité envers les étudiants au travers des manifestations est une bonne chose, mais non suffisante. La meilleure preuve de solidarité aurait été que celui-ci pousse ses camarades de travail à se mettre à leur tour en grève. Cela implique nécessairement lutter contre les syndicats qui étaient plutôt les pompiers du braisier social que des pyromanes de la lutte de classe!

Dans les APAQ, au lieu de se questionner sur comment nous pourrions nous-mêmes nous mettre à notre tour en grève, dans nos lieux de travail, la majorité des militants se sont mis à la remorque du mouvement étudiant. Tout était fait en direction et pour le mouvement étudiant.

¹³ Évidemment, les syndicats ont tout fait pour ne pas que cela arrive.

L'autonomie selon les APAQ

Les APAQ se sont constituées selon un principe bien important du point de vue révolutionnaire. Il s'agit de l'autonomie des assemblées par rapport aux partis politiques parlementaires et par rapport aussi à l'État. Certains appellent cela de la non-partisannerie (gauche caviar), d'autres appellent cela de l'apolitisme (anarchisme). Nous préférons le terme d'indépendance de la classe travailleuse et des autres couches non-exploiteuses par rapport à la bourgeoisie, ses partis et son État. Les deux premiers termes n'étant que des travestissements petit-bourgeois du dernier.

De prime abord, le principe d'autonomie à la base des APAQ fut prometteur. En effet, que des organisations politiques unitaires de masse se conçoivent clairement en opposition et indépendant de l'ordre actuel et de ses forces politiques, c'est très encourageant. C'était d'ailleurs un des premiers pas à faire pour que les organisations unitaires, les APAQ, aient un caractère potentiellement révolutionnaire. Il faut se rappeler l'exemple des conseils ouvriers!

Par contre, l'autonomie selon les APAQ, devint une tout autre chose. En effet, à la place de parler d'autonomie politique face à l'État, l'autonomie individuelle devint l'idéologie dominante des APAQ. Cet individualisme forcené freina et immobilisa politiquement les APAQ, les rendant inaptes à prendre des décisions collectives et à agir de manière organisée et unie dans la lutte.

La majorité voyait dans les assemblées un agrégat affinitaire d'individus plutôt qu'un organe unitaire que les travailleurs peuvent se doter en temps de lutte afin de passer à l'action en tant que classe, donc de manière collective. Voici d'ailleurs le meilleur exemple de cette vision néfaste du point de vue du

militantisme parce qu'individualiste : « *Chacun est libre de s'investir dans les projets qu'il l'intéresse et de penser à sa guise : l'APAQ ne prend jamais position au nom de ceux et celles qui la composent. Ainsi, personne ne peut parler au nom des autres ou représenter l'APAQ puisque ce serait s'approprier la parole d'autrui. Dans cette même logique, chaque personne qui crée des liens entre l'APAQ et d'autres groupes le fait à titre personnel.* »¹⁴

À quoi sert-il de s'organiser si on ne peut même pas prendre position en tant qu'organisation? Autant rester dans son salon discuter avec sa propre pensée individuelle et « non-bafouée » par une assemblée! De plus, créer des liens d'organisations à organisations de manière personnelle, c'est-à-dire affinitaire, crée un problème de jeux de coulisses. En effet, au lieu que les relations soient transparentes, discutées et décidées en assemblée, on laisse la place à l'initiative individuelle qui n'a aucun compte à rendre, donc on se plonge dans des relations affinitaires très peu politiques...

Les luttes de tendances : le localisme et l'individualisme anarchistes désorganisent les APAQ .

Cet esprit individualiste qui domina dans les APAQ n'était pas étranger avec une grande influence de l'anarchisme chez la majorité des militants. Avec l'effondrement du stalinisme (appelé mensongèrement communisme par la classe dominante) à la fin du dernier siècle, l'anarchisme s'est vu remettre le monopole de la contestation sociale plus « radicale ». Cela s'est vérifié dans les APAQ. Le vieux maoïsme et l'autre vieux trotskisme ne sont heureusement plus à la mode. L'anarchisme, lui, a le vent dans les voiles, malheureusement.

¹⁴ *Des casseroles aux assemblées de quartier*, in Relations, numéro 761, décembre 2012, p. 6-7.

Mais, l'anarchisme, par son individualisme intrinsèque, est aussi néfaste pour les luttes ouvrières que le maoïsme ou le trotskisme. Son esprit anti-organisation freine et désarme les militants en lutte. Le prolétariat ne possède aucun élément de force dans la société capitaliste. La bourgeoisie, elle, possède tout : l'argent, les médias, la police et l'armée, etc. Contre la classe dirigeante et son État, notre seule arme est notre organisation. Mais voilà que l'anarchisme désorganise l'action collective et organisée sur l'autel de l'individu inviolable. La volonté révolutionnaire fut donc restreinte dans les APAQ par l'anarchisme.

Cela n'est pas sans rappeler la lutte de Marx et Engels contre l'anarchisme, et son représentant Bakounine, dans la Première Internationale. Ceux-ci faisaient face au même esprit localiste et apolitique chez les anarchistes de l'AIT que nous avons critiqué chez les anarchistes dominant les APAQ. Marx et Engels ironisaient contre les anarchistes et leur conception de la non-organisation : « *Au lieu et à la place de notre comité exécutif, nous aurions un simple bureau de statistiques et de correspondance, qui ne saurait comment venir à bout des sections autonomes, autonomes au point qu'elles n'auraient jamais à reconnaître l'autorité dirigeante, née de leur propre consentement! (...) Pas question de rassembler des forces, pas question d'action en commun! Si, dans une section quelconque, la minorité s'adaptait à la majorité, elle commettrait là un crime contre les principes de la liberté et endosserait un principe conduisant à l'autorité et à la dictature! (...) Et surtout, pas de sections disciplinées, pas de discipline de parti, pas de concentration des forces sur un objectif, surtout pas d'armes de combat!* »¹⁵

Le dernier écueil des APAQ, probablement le plus grave du point de vue révolutionnaire, était le localisme. Celui-ci s'exprime à travers une vision locale et immédiate des enjeux sociaux et de la lutte. Cette attitude n'est, elle aussi, pas étrangère à l'anarchisme qui privilégie toujours le fédéralisme sur le centralisme et le localisme sur l'internationalisme. Les arguments des localistes sont sommes toute assez simple. De prime abord on nous dit que la centralisation mène tout droit à l'autoritarisme. Deuxièmement, on nous dit que chaque quartier a ses spécificités et ses particularités qui lui sont propres, ce qui explique que chaque APAQ soit autonome d'un quartier à l'autre. Ce qui est frappant avec ces arguments, c'est leur ressemblance pour le moins troublante avec le nationalisme.

Le centralisme n'équivaut en rien à l'autoritarisme. Au contraire, ce principe ne vise qu'à rendre l'action collective efficace. On débat, on discute et prend une décision, selon un processus d'unification politique, pour qu'ainsi notre classe parle et agisse d'une seule voix contre un ennemi plus puissant que nous. Pour ce qui est des spécificités des quartiers, les particularités sont de pures inventions petite-bourgeoises, à moins qu'on compare des quartiers ouvriers aux quartiers bourgeois, là il va sans dire qu'il y a antagonisme dans les intérêts. Mais ce n'est point le cas parce que les APAQ émanent des quartiers populaires. Ainsi, la hausse des frais de scolarité a le même effet sur un étudiant de Verdun que sur une étudiante d'Hochelaga. Le chômage a le même effet dans Rosemont comme dans Villeray.

Même, nous allons plus loin. Le chômeur grec vit la même situation que le chômeur québécois. L'étudiant chilien est

¹⁵ Frederick Engels, Karl Marx, *Le parti de classe. Tome 3 : questions d'organisation*, textes réunis et présentés par Roger Dangeville, Petite collection

Maspéro, 1973, pp. 56-57 ou <http://www.marxists.org/francais/marx/works/00/parti/kmpc076.htm>

aussi malmené que son camarade du Québec. Les travailleurs du Québec sont aussi précaires que ceux d'Europe. Les comparaisons ne finissent plus parce que les prolétaires n'ont pas de patrie. Partout nous sommes prolétaires et nous avons le même intérêt à détruire de fond en comble la société capitaliste. Ce principe d'unification au-delà des frontières nationales s'appelle l'internationalisme et il est l'un des gages les plus importants du succès futur de la révolution.

Fin de la vague de luttes, dérives autogestionnaires¹⁶

L'élection du PQ et le décret sur l'annulation de la hausse des frais de scolarité entraîna deux réactions différentes chez les militants des APAQ. Certains crièrent à la victoire, mais la plupart sentaient bien que ce n'était pas vraiment une victoire et la démoralisation les gagnait. Ces deux réactions différentes entraînent pourtant le même effet : la démobilisation. Il fallait se rendre à l'évidence, la lutte était terminée après les élections.

Se posa ainsi une question dans l'assemblée. Que fait-on maintenant que la lutte est terminée?¹⁷

Certains militants voulaient transformer l'assemblée en organisme communautaire, ce qui signifiait la négation de l'APAQ en tant qu'organisme de lutte puisque les organismes

¹⁶ Il faut préciser que nous parlons des APAQ en général suivant notre expérience dans les APAQ auxquelles nous avons participé. Dans d'autres APAQ, la fin de la lutte a pris diverses formes, souvent la démobilisation et la dissolution de l'APAQ.

¹⁷ Voir en annexe le texte du Courant communiste international *L'organisation du prolétariat en dehors des périodes de luttes ouvertes (groupes, noyaux, cercles. etc.)* : Il y a là toutes les leçons à tirer, du point de vue révolutionnaire, d'un repli de la lutte de classe.

communautaires sont l'antithèse de la lutte. En effet, ils sont davantage, comme les syndicats d'ailleurs, un ministère de pacification de la contestation sociale, et pour cela, pleinement financés par l'État.

D'autres voulaient donner dans l'autogestion. On voulait ainsi créer à partir des APAQ des petits îlots d'autogestion, de gratuité et cela sans autorité. Bien que semblant très radical, ce genre de militantisme est néfaste en ce qu'il enferme les militants dans leur propre communauté artificielle. Au lieu de lutter pour transformer la société selon nos intérêts, ces militants ne cherchent qu'à avoir un mode de vie fidèle à des principes abstraits, et ce, en dehors de la société.

Finalement, beaucoup d'APAQ prirent l'initiative de mettre sur pied des ateliers d'éducation populaire. Cela est très bien puisque cela permet aux militants de s'asseoir ensemble et discuter, penser et faire un bilan de la dernière lutte. Cela est utile pour tirer des leçons de la dernière grève et préparer la prochaine vague de lutte qui ne manquera pas d'arriver vu que la crise économique est loin d'être terminée!

Février 2013

Les communistes internationalistes
Klasbatalo

Le Groupe International de la Gauche
Communiste (GIGC) a réédité la brochure
en septembre 2015.

E-mail : intleftcom@gmail.com

Adresse postale : CP 55045

Centre Maisonneuve, Montréal H1W 1B0

Site web : www.igcl.or

ANNEXES

La présente partie contient des tracts et des textes que nous avons passés et publiés durant la grève étudiante. Il s'agit d'analyses et de tracts d'intervention que nous avons faits en tant que partie prenante, selon nos forces, dans le mouvement.

Le premier texte, notre réponse à l'Appel du groupe Force Étudiante Critique, se veut une réponse à un groupe d'étudiants radicalisés, mais très confus au niveau politique. La confusion de Force Étudiant Critique est symptomatique du milieu étudiant radicalisé. Ce milieu se pose des questions très pertinentes sur le capitalisme et la lutte de classe, cherche une voie révolutionnaire, mais reste bercé par les illusions de la gauche capitaliste, en premier lieu par l'anarchisme très en vogue en milieu étudiant. Suivent trois de nos tracts que nous avons distribué au cours du conflit. Nous publions aussi à nouveau un très bon texte du point de vue révolutionnaire des camarades du Parti communiste international. Finalement c'est un texte du vieux Courant Communiste International (CCI) : « L'organisation du prolétariat en dehors des périodes de luttes ouvertes (groupes, noyaux, cercles. etc.) ».*

Klasbatalo

Appel aux révolutionnaires ou Appel à la gauche bourgeoise?

D'entrée de jeu nous voulons clarifier dans quelle direction votre Appel est lancé. Il y est dit entre autres : « *Cet appel pose une question centrale: quel est le rôle des féministes, des libertaires et des communistes dans cette lutte? Si on en aperçoit quelques-uns-unes dans les assemblées générales étudiantes peu peuplées, on les entend très peu se prononcer sur les stratégies de luttes à adopter pour l'année à venir. Quels liens sont faits chez les groupes révolutionnaires entre la lutte étudiante et la nature de leur contribution à celle-ci? (...) Pourtant, c'est la confrontation des tendances radicales qui permet la construction d'un rapport de force de la base en mouvement par l'information et l'action. La lutte à la hausse des frais de scolarité ne pourra pas se passer de ce travail délibératif qui favorisera l'élargissement du mouvement et sa combativité.* »¹⁸ Qui sont les communistes que vous voulez interpeller avec votre Appel? Est-ce que ce sont les maoïstes et autres staliniens que l'idéologie bourgeoise a réussi à faire entrer dans la tête de chaque prolétaire, à force de martèlement médiatique, que le communisme, c'est le stalinisme? Ou est-ce que ce ne serait pas plutôt les trotskystes qui, depuis longtemps, ne sont plus visibles à l'œil nu puisqu'ils ont tous intégré la social-démocratie (en l'occurrence, QS pour le Québec), c'est-à-dire la gauche bourgeoise? Il va sans dire que si votre Appel est lancé dans la direction de ces groupes qui passent leur temps à jouer avec les mots du marxisme pour intégrer les prolétaires au capital, alors vous vous tirez dans le pied puisque ces groupes sont contre-révolutionnaires.

Concernant les anarchistes, la plupart des groupes sont pratiquement la fraction extra-parlementaire de Québec Solidaire, le parti de la gauche capitaliste, c'est-à-dire qu'ils ont à peu près la même pratique militante, les mêmes revendications politiques immédiates, mais sont seulement « plus combatifs » et « moins électoralistes », alors que d'autres sont ouvertement réactionnaires (hippies, lifestylisme, autogestion, etc.). Peu importe, ils sont tous

¹⁸ Blog de Force Étudiante Critique, *Appel aux féministes, libertaires, communistes*
<http://www.forceetudiantecritique.info/2011/09/appel-aux-feministes-libertaires.html>

aussi contre-révolutionnaires les uns que les autres et sont aussi un dernier recours que le pouvoir bourgeois utilisera sans doute pour mater la révolution prolétarienne.¹⁹

Ces clarifications faites, si vous voulez replâtrer le capital en crise mondiale et lui donner un visage humain, votre Appel doit se diriger vers ces groupes de la gauche radicale bourgeoise. Si vous voulez participer au surgissement de la révolution prolétarienne, vous devez rompre avec cette gauche radicale bourgeoise, perspective qui ne semble pas se dessiner clairement dans vos quelques textes théoriques publiés sur votre blog.

De plus, de façon générale, la revendication du blocage de la hausse des frais de scolarité dans une perspective de gratuité scolaire avancée par les fractions plus « radicales » du mouvement étudiant participe à ce replâtrage du capital. Non, la gratuité scolaire n'est pas un pas dans la bonne direction (une société « progressiste » ou meilleure) comme l'ensemble de la gauche bourgeoise fait front pour nous y faire croire, mais c'est bien plutôt une belle voie de garage pour détourner le mécontentement légitime de beaucoup d'étudiants de la lutte révolutionnaire. Vous semblez vous-mêmes tomber dans ce genre de raisonnement quand vous affirmez : « *l'éducation gratuite n'est qu'un moment de la lutte totale contre la société capitaliste* ». ²⁰ Peut-être considérez-vous que le Rapport Parent était un moment de la lutte totale contre le capitalisme? Or, rien n'est plus faux. L'éducation gratuite n'est pas en soi une revendication « anti-capitaliste », mais bien plutôt une revendication interclassiste et corporatiste visant à permettre la mobilité sociale, c'est-à-dire l'élévation dans la hiérarchie sociale, pour tous, de façon universelle. Le capital tremble de frayeur!

Les établissements scolaires en général, qu'ils soient gratuits ou non, restent un lieu de reproduction du capital, entre autres avec la recherche, et un lieu de reproduction des classes sociales. De prime abord, on forme les futurs gestionnaires de la société capitaliste (administration, gestion, marketing, etc.). Ensuite, on forme aussi des experts de toutes sortes dans le but d'améliorer la technique, c'est-à-dire la productivité du travail et son exploitation (les sciences naturelles en général). Et finalement, on crée une vaste couche d'intellectuels (les sciences humaines en général), de gauche comme de droite, de Léo-Paul Lauzon à Denise Bombardier, dont la fonction est de donner une légitimité idéologique à l'ordre existant.

Les étudiants : une classe sociale?

Vous semblez être en accord avec un des postulats de base du marxisme, en l'occurrence l'idée que l'histoire sociale est l'histoire de la lutte de classe. La méthode ²¹marxiste nous fait comprendre que les deux classes fondamentales (pas les deux seules existantes évidemment) et antagoniques du mode de production capitaliste sont la bourgeoisie et le prolétariat. Mais alors, où se trouvent les étudiants dans la hiérarchisation sociale du capital? Les étudiants forment-ils une classe sociale ayant ses propres intérêts matériels et historiques? Pour répondre à ces questions, voilà ce qu'en pensait Amadeo Bordiga²² : « *Les mouvements étudiants ne peuvent présenter une histoire ou une tradition historique. À l'époque des révolutions bourgeoises libérales, qu'elles soient républicaines ou seulement constitutionnelles, les agitations ou les organismes étudiants n'eurent pas d'actions ou*

¹⁹ Voir les leçons politiques de la Gauche Communiste sur la Guerre d'Espagne, entre autres : <http://fr.internationalism.org/rinte4/bilan1.htm> et <http://fr.internationalism.org/rinte6/bilan2.htm>

²⁰ Blog de Force Étudiante Critique, *Saute-moutons*
<http://www.forceetudiantecritique.info/2011/09/saute-moutons.html>

²¹

²² Figure de proue du courant de la Gauche Communiste internationale

d'objectifs autonomes (...) Selon Marx, le prolétariat est une classe non seulement parce que sans son travail il n'est pas possible de produire ces marchandises dont le total forme la gigantesque richesse de la société capitaliste, qu'il s'agisse de biens de consommation ou de biens d'équipement ; mais parce que le prolétariat en plus de produire tout, se reproduit aussi lui-même, c'est-à-dire réalise la production des producteurs. C'est dans ce sens que Marx a voulu introduire dans sa doctrine moderne le terme classique utilisé vingt siècles auparavant par les Romains de l'Antiquité pour désigner les membres de la plèbe laborieuse de leur époque : prolétaires. En poursuivant la comparaison entre le prolétariat fécond qui devrait aujourd'hui démissionner de l'histoire face aux étudiants qui s'agitent pour prendre sa place, il serait ici facile de faire de l'humour à la lecture des informations sur les étudiants des campus français ou des collèges américains pour qui la principale revendication révolutionnaire semble être la liberté sexuelle. (...) Aujourd'hui dans cette société humaine toujours plus dissolue, et surtout dans la conscience impuissante qu'elle a d'elle-même, on voit non seulement des théorisations qui font des étudiants une classe sociale, mais on entend même parler de lutte de générations, comme si la société était divisée en deux camps : les adultes et les jeunes... »²³.

En effet, on ne peut considérer les étudiants en général comme une classe sociale. Le statut d'étudiant est un statut temporaire, une transition vers la vie adulte et professionnelle. C'est une situation floue où la reproduction des classes sociales bat son plein. Évidemment, les gens d'origine bourgeoise ont leurs entrées dans les écoles privées et prestigieuses. Les gens d'origine ouvrière, eux, se dirigent souvent vers les métiers professionnels ou techniques quand ils n'ont pas déjà lâché l'école dès le secondaire, devenant ainsi des travailleurs sans qualification et ultra-précaires. Certains réussissent à l'école et sont capables de grimper dans la hiérarchie sociale, passant à la petite-bourgeoise, aux nouvelles classes moyennes ou tout simplement à la bourgeoisie. C'est là le point nodal de la revendication sur la gratuité scolaire. Ce sont ces gens-là, ceux qui aspirent à la mobilité sociale via l'éducation mais qui viennent souvent de milieux plutôt modeste (ouvrier, petite bourgeoisie), qui ont des intérêts à la gratuité scolaire. C'est le même principe que quand le gouvernement, durant la révolution tranquille, ouvrit les Universités du Québec pour offrir une éducation accessible : la bourgeoisie québécoise avait un besoin pressant de gestionnaires et d'administrateurs pour gérer son capitalisme d'État moderne d'après-guerre. Cependant, aujourd'hui, c'est la situation inverse qui se produit : l'État coupe en éducation, ce que désapprouvent les étudiants qui veulent devenir des gestionnaires du capital, mais n'en ont pas nécessairement les moyens.

Nous ne sommes pas en train de dire, telles les différentes sortes de dinosaures stalinien, que l'étudiant est nécessairement, voire « naturellement » petit-bourgeois. Nous disons seulement que, politiquement, la revendication de la gratuité scolaire est une revendication purement d'arrivistes et de carriéristes, de droite comme de gauche, bref une revendication pour une sorte de « droit à la mobilité sociale ». Or ce qui importe, ce n'est pas qu'il soit possible ou plus facile de passer d'une classe à l'autre et ainsi s'élever vers la bourgeoisie, mais il s'agit d'en finir une fois pour toute avec cette société de classes!

L'idée, que d'ailleurs vous semblez partager, selon laquelle une université universellement accessible et financée publiquement serait une oasis d'autonomie

²³ Notes élémentaires sur les étudiants et le marxisme de gauche authentique, revue *Le Prolétaire* n°488.

Citation reprise à partir d'un texte de Jean-Louis Roche, *Mai 68 : Insubordination ouvrière ou nouvelle époque de la lutte des classes ?* : http://www.collectif-smolny.org/article.php3?id_article=729

intellectuelle contestant l'ordre établi est réactionnaire. Que l'université soit financée par l'État ou par le capital, elle en demeurera néanmoins une université capitaliste. L'autonomie intellectuelle dans l'université bourgeoise est l'illusion de l'intellectuel universitaire et académique pseudo-radical.

La condition étudiante aujourd'hui

Un aspect est largement oublié par le mouvement étudiant et ses organismes officiels : les étudiants, peu importe leur classe sociale d'origine, ont subi ces dernières années un violent processus de prolétarianisation qui est évidemment lié à une désagrégation de l'accessibilité aux études. Une grande partie de la population étudiante n'a plus d'autres choix que de se trouver un petit boulot de survie et ainsi travailler une quinzaine d'heures par semaine pendant ses études. Cela a son importance dans le fait que ces petits boulots occupés par les étudiants sont souvent des boulots de merde : précarité, salaires inférieurs à ceux des travailleurs permanents, horaires atypiques, etc. Évidemment, cette main d'œuvre est une aubaine pour les patrons.

Mais, le plus important, c'est que ces étudiants prolétariés sont l'avenir d'une possible union étudiants-ouvriers, puisque eux-mêmes ouvriers à temps partiel. Ainsi, la fougue de la jeunesse viendrait prêter main forte au mouvement communiste renaissant. Celui-ci aura grandement besoin, lors de la révolution, de l'appui ou au moins de la neutralité de couches sociales non-prolétariennes mais non-exploiteuses comme les classes moyennes, les soldats et... les étudiants!

LA FECQ-FEUQ, l'ASSÉ, bref le syndicalisme étudiant en général

Notre héritage politique se trouve dans la Gauche Communiste, c'est-à-dire l'héritage des différentes fractions de gauche au niveau international dans l'Internationale Communiste luttant premièrement contre l'opportunisme et ensuite contre la contre-révolution stalinienne. Ces fractions ont su dégager les leçons historiques de la période de révolution mondiale de 17-23 et de la période de contre-révolution subséquente. Elles ont aussi fait un bilan théorique des positions politiques révolutionnaires du mouvement ouvrier. En effet, concernant la question du syndicalisme, elles en sont arrivées à le rejeter comme forme de lutte pouvant contribuer au surgissement de la révolution. Cet héritage, nous le faisons nôtre.

En effet, le syndicalisme comme forme de lutte a eu ses heures de gloire. Il fut réellement cette « école du socialisme » dont Marx parlait. Il faut préciser que c'était l'époque de l'essor du capitalisme, époque où le prolétariat n'avait la possibilité de lutter que pour des réformes démocratiques : reconnaissance du droit de vote, de coalition, de grèves, etc. et où la bourgeoisie ne s'était pas encore établie ni géographiquement partout ni de manière complète au niveau politique comme classe dirigeante. Les syndicats avaient leur place en tant que négociateurs de la force de travail visant des réformes et l'élargissement de l'organisation de la classe ouvrière.

Avec le début du 20^e siècle, le capital a colonisé toute la planète. Il est seul maître à bord et les dernières reliques de la féodalité sont complètement détruites. C'est aussi l'époque où l'on entre dans le cycle sans fin : crise-guerre-reconstruction. En effet, il y eut deux

guerres mondiales et une sévère crise économique mondiale. L'ère historiquement progressive du capital était terminée, la révolution prolétarienne devait entrer en scène.²⁴

Avec ce changement d'époque, le syndicalisme perd son caractère de classe pour s'intégrer graduellement aux rouages du capital et surtout à l'État bourgeois. Il fut complètement éclipsé par la forme d'organisation révolutionnaire des conseils ouvriers. Cela, seule la Gauche Communiste l'a reconnu. En somme, la forme de lutte syndicale pour des réformes à l'intérieur du capitalisme avait perdu tout son sens quand il était rendu temps de détruire le capital. Les syndicalistes devenaient de plus en plus ces « lieutenants capitalistes au sein du mouvement ouvrier » comme le disait Lénine.

Après ces considérations, ne soyez pas surpris que nous rejetions autant la FECQ-FEUQ que l'ASSÉ. Ces deux organisations syndicales ont les mêmes fonctions : assurer de manière corporatiste à leurs membres des « réformes »²⁵ illusoires face au gouvernement et surtout éviter tout débordement révolutionnaire de ses membres. Il faut toujours rester crédible si l'on veut négocier directement avec le gouvernement!

Vous faites une délimitation artificielle entre, d'un côté la FECQ-FEUQ concertationniste, et de l'autre l'ASSÉ combative. Or, la concertation et la combativité ne sont que les deux revers d'une même médaille, le syndicalisme réactionnaire.

Il faut dès maintenant créer des comités autonomes avec des délégués révocables en tout temps face et contre les syndicats et associations étudiantes et donner à ces comités une orientation révolutionnaire contre l'université bourgeoise dans une perspective de renversement du capitalisme. Dans les syndicats étudiants, la seule perspective possible est la négociation avec le gouvernement.

Critique formaliste de structures réactionnaires à détruire

Vous êtes en mesure de faire des critiques de gauche des positions de l'ASSÉ, surtout de son tournant récent vers la gauche caviar. Mais, le radicalisme verbal, c'est-à-dire l'ASSÉ à ses débuts, et la gauche caviar ont toujours fait bon ménage. Voilà pourquoi, nous ne sommes pas surpris du tournant de l'ASSÉ. Au contraire, nous pensons qu'elle affirme maintenant franchement ce qu'elle a toujours été.

Néanmoins, il reste que ce « tournant » de l'ASSÉ vous dérange et vous y êtes opposés. Mais, au lieu de voir l'ASSÉ telle qu'elle est, c'est-à-dire un organisme de négociation gouvernementale à vocation pseudo-radical, vous vous enfermez vous-mêmes dans une critique platement formaliste. Pour vous si l'ASSÉ a pris un « tournant libéral », c'est à cause d'un manque de démocratie et, c'est son corollaire, l'adoption en pratique du centralisme démocratique. Or, il semble en effet bizarre que l'ASSÉ ait un problème de démocratie interne alors que dans ses statuts, elle prône la démocratie directe. Les arbres vous empêchent de voir la forêt. On ne peut constater les faiblesses d'un mouvement ou d'une organisation sur des questions de forme. Il faut aller à la racine des choses, c'est-à-dire au contenu, aux positions politiques. Si telle avait été votre méthode, vous vous seriez rendu compte que l'ASSÉ n'est que fidèle à elle-même, qu'elle soit démocratique ou non.

²⁴ Ce que fut d'ailleurs la révolution russe, qui fut en fait internationale.

²⁵ Dans le capitalisme en crise permanente, aucune réforme n'est plus possible. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre que la « victoire » de la grève étudiante de 2005 n'était que le prélude à une contre-attaque encore plus grande de la part du gouvernement de 2007 à aujourd'hui.

En cela, vous faites une critique très superficielle des positions que défend l'ASSÉ. Ce faisant, disons-le franchement, vous vous placez comme tendance de gauche d'une organisation réactionnaire que l'on aura à détruire le temps venu. Si révolution il y a prochainement, vous pouvez être sûrs que la FECQ-FEUQ et l'ASSÉ feront front pour tenter d'éloigner leurs membres de la tourmente sociale et se feront fort probablement ami avec le gouvernement, ce qui est déjà fait pour certains, dans l'optique de rétablir l'ordre moyennement une place dans les sphères d'influences du pouvoir.

Mai 68 : la perspective d'une union étudiants-ouvriers

La perspective d'un mouvement étudiant autonome luttant pour une société plus « progressiste », par exemple pour la gratuité scolaire, est un leurre puisque les étudiants ne sont pas une classe sociale porteuse d'un projet historique dépassant le capitalisme. Et de plus, le capitalisme pourrissant ne peut rationnellement accéder à de telles revendications. La seule solution est la révolution communiste et c'est vers cela qu'il faut orienter les étudiants de plus en plus précarisés et prolétarisés par ce capitalisme en crise.

Il faut rompre avec cette gauche bourgeoise (Coalition contre la tarification, ASSÉ, QS) qui ne propose en fait que la perpétuation du capitalisme tout en nous faisant croire que son capitalisme de gauche sera « à visage humain », donc plus « progressiste » et respectueux des « droits humains ». Le capitalisme n'a plus rien de bon à amener à l'humanité, il est plus que temps de le détruire!

Il faut dépasser l'esprit revendicatif et syndical et poser directement la question de l'avenir social au niveau politique. En d'autres mots, au lieu de tenter d'arracher des réformes illusoires au gouvernement, soit par concertation ou soit par combativité, il faut mener une lutte politique contre l'État dans le but de le détruire et détruire le capital. C'est justement cet esprit qui animait les minorités révolutionnaires autant étudiantes qu'ouvrières durant les événements de mai 68. On ne se demandait pas comment réformer l'université ou comment augmenter les salaires, mais plutôt comment abolir l'université bourgeoise et abolir le travail salarié.

Novembre 2011

Les communistes internationalistes Klasbatalo

Pour en finir avec le réformisme étudiant !

La crise économique fait ses ravages aux quatre coins de la planète. La bourgeoisie mondiale tente évidemment d'instaurer des plans d'austérité afin de tenter de rétablir ses taux de profits et ainsi réactiver l'accumulation du capital. Ces plans crasseux sont voués à l'échec tellement le capitalisme est aujourd'hui en complète décrépitude. Mais la bourgeoisie reste toujours maîtresse absolue de la société, tant au niveau social que politique, et se débat violemment pour maintenir sa domination. Les plans d'austérité, souvent dernier souffle de la bourgeoisie, créent un processus intense de paupérisation chez de nombreuses couches sociales. Le prolétariat voit ses conditions de travail et de vie se dégrader et ses salaires stagnés, sinon diminués. La petite-bourgeoisie est flouée et les couches moyennes se voient nettement se prolétarianiser. C'est cet effet de paupérisation au niveau international qui est à la

base des divers mouvements des indignés de la Tunisie à l'Espagne en passant par Montréal. Cependant, dans les divers mouvements des indignés, ce sont les couches moyennes et la petite-bourgeoisie qui mènent le bal politiquement, ce qui explique leurs revendications illusoires : la gauche caviar (genre Québec Solidaire) nous ressasse invariablement son « capitalisme à visage humain », comme si le problème n'était que la « finance amoralisée » et non pas le capitalisme comme tel.

Les étudiants sont aussi du lot des victimes des plans d'austérité capitaliste. En effet, avec la hausse des frais de scolarité, nos conditions de vie vont se dégrader. Nous aurons davantage la nécessité de nous trouver des jobs à temps partiel pour un salaire ridicule. Bref, les étudiants venant des milieux modestes seront, et c'est déjà largement le cas, de plus en plus des prolétaires à temps partiel! La lutte pour la gratuité scolaire est légitime aux premiers abords. Nous devons cependant dépasser cette seule revendication qui vise en réalité la mobilité sociale et diriger notre lutte contre la société de classe, le capitalisme. Les syndicats, que ce soit l'ASSÉ ou la FECQ/FEUQ, veulent nous entraîner dans une lutte illusoire, soit pour la gratuité scolaire, soit pour un autre gel des frais de scolarité. Cette lutte est vaine, une voie de garage, puisqu'elle n'est pas une lutte dirigée contre le capital, mais une lutte pour une autre forme de capitalisme, un « capitalisme à visage humain » et une « éducation humaniste » réactionnaire. Que l'éducation soit gratuite et publique ou privée et chère, le capitalisme, lui, est toujours debout. On essaie de vous faire croire que la hausse entraînera une commercialisation de l'université la rendant dépendant du capital. Mais, l'université est déjà bourgeoise et a déjà comme fonction la reproduction des classes sociales. En effet, l'université n'est en rien indépendante du capital, elle fut historiquement constituée et financée par l'État bourgeois pour le maintien de sa domination tant au niveau technique qu'intellectuel.

Il faut dès maintenant rompre avec les attitudes corporatistes et carriéristes du mouvement étudiant officiel. Notre prolétarianisation nous oblige à faire de l'agitation autant à l'université, au cégep que sur nos lieux de travail. Il faut se regrouper contre et en dehors des syndicats et toujours élargir les luttes dans nos écoles et lieux de travail. Une perspective d'union étudiants-ouvriers, perspective qui avait si bien réussi lors de Mai 68, est aujourd'hui tout à fait plausible et souhaitable en autant que nous laissons de côté leurs revendications syndicales et corporatistes (gratuité, gel) pour faire nôtre les revendications historiques du prolétariat qui commencent à peine à surgir : la destruction du capitalisme pour sauver l'humanité et édifier une nouvelle société sans classe, sans État et sans frontière, donc sans exploitation et sans guerre.

Au slogan gauche caviar « Pour une éducation gratuite, publique et accessible » opposons notre propre slogan révolutionnaire : « Contre l'aliénation de la transmission de connaissances par le capital, pour la révolution communiste internationale » !

Les communistes Internationalistes – Klasbatalo , printemps 2012

Le capitalisme est en faillite! Unissons-nous pour l'abattre!
Lutte et solidarité internationale avec le prolétariat grec et espagnol

Il y a actuellement une crise du capitalisme, crise qui sera plus profonde qu'en 1929. Cette crise a été réglée de façon immonde par une guerre mondiale. Charest, Harper et ceux et celles qui se préparent à les remplacer lors des shows électoraux appliquent et appliqueront les mêmes politiques d'austérité que la bourgeoisie des autres pays. Les mêmes attaques se répètent partout : hausse des prix de l'énergie, attaque contre les régimes de retraite, hausse des frais de scolarité, nouvelles taxes, coupures de milliers d'emplois dans le secteur public et fermetures massives d'usine. MABE Canada, Merch, Johnson&Johnson, Electrolux, Rocktenn, Shell, Papiers White Birch, Aveos et Caterpillar en Ontario ne représentent qu'une partie des fermetures. Notons le rôle infâme des syndicats qui sabotent tout élargissement de la lutte ou de grève générale contre les fermetures en cherchant des acheteurs et en participant à des comités de reclassement sans aucune perspective d'emploi. Parallèlement les mesures répressives de l'État bourgeois augmentent : loi C-10 du fédéral, suspension du droit de grève à Air Canada, escouade GAMMA d'espionnage de militants, attaque violente de manifestations par la police sans compter la répression permanente contre des personnes en marge de la société qui va des agressions physiques jusqu'aux meurtres.

Pour les capitalistes c'est l'accumulation du capital qui compte et peu importe les conséquences pour l'humanité ou l'environnement tant qu'il y a du profit à faire, ils continueront. Alors faut-il laisser la place aux organisations qui veulent prolonger la vie du capitalisme? Faut-il leur faire confiance quand elles veulent un capitalisme vert, quand elles demandent à l'État bourgeois de réglementer les entreprises de ces mêmes bourgeois.

Seul le prolétariat en résistant et en allant jusqu'à l'abolition de ce système pourra changer la société. Il y a des luttes de prolétaires en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Chine, en Inde, en France et La Réunion, aux Etats-Unis et ailleurs dans le monde qui forcent les fractions de la bourgeoisie à s'unir contre la classe ouvrière. Ce sont des centaines et des centaines de milliers de manifestants dans les pays du monde qui refusent ces mesures d'austérité. Les médias menteurs censurent les luttes contre ces mesures dans le monde pour empêcher une solidarité internationale.

Prolétaires, chômeurs, chômeuses, étudiants et étudiantes, retraités, nous devons cesser de suivre nos faux amis des organisations syndicales, écologistes et les politiciens comme ceux de QS, ils veulent tous réformer le capitalisme. Il faut prendre le contrôle des luttes à leur place. Sinon ils détourneront nos luttes vers le cirque parlementaire ou la négociation de notre exploitation. Le développement durable est impossible tant que le capitalisme existera. Des manifestations et surtout une grève générale c'est ce qu'il faut faire en élargissant les luttes au plus grand nombre en prenant exemple sur nos frères et sœurs, les prolétaires grecs et espagnols. **Les prolétaires de Grèce et d'Espagne nous donnent l'exemple** en s'unissant de plus en plus largement malgré le nationalisme et le corporatisme des syndicats. Par exemple les prolétaires grecs se sont attaqués à toute la machine de l'État bourgeois quand ils ont assiégé en 2011 le parlement qui approuvait les mesures demandées par les capitalistes européens. Les capitalistes sont responsables de cette crise et veulent faire de la Grèce un exemple. **Ce n'est pas à la classe ouvrière à payer. Un seul mot d'ordre, rejoindre les prolétaires grecs et espagnols par la grève générale.**

Soit les bourgeoisies, leurs États et leurs politiciens réussissent à nous faire payer et ils gagneront et nous exploiteront davantage tout en détruisant l'environnement, soit nous nous organisons nous-mêmes en assemblées, en comités de grève et de lutte, solidairement avec les prolétaires du monde entier pour en finir avec le capitalisme. Les CIK mars 2012

Grève générale ou cirque électoral

La lutte étudiante contre les frais de scolarité a pris un nouveau tournant avec l'adoption de la loi matraque 78. Rappelons qu'avant d'être dirigée contre le mouvement étudiant, cette loi est surtout dirigée contre la classe ouvrière et vise toute manifestation de plus de 50 personnes avec de fortes amendes. Ce sont les forces policières qui doivent décider si oui ou non, la manifestation sera légale ou pas, s'ils accepteront l'itinéraire ou non. Cette loi ne s'attaque pas seulement aux étudiants mais à l'ensemble des prolétaires. Cette loi est le résultat de la démocratie bourgeoise et elle n'est pas unique au Québec. Face au capitalisme en crise, plusieurs démocraties ont passé ou passent des lois semblables. En 2001, sous prétexte de lutte contre le terrorisme, plusieurs états ont passé des lois antiterroristes qui, dans la pratique, s'attaquent aux luttes des prolétaires. En 2005, les ouvriers du métro de New-York en grève ont fait face à des accusations d'actes de terrorisme. Récemment une dizaine d'étudiants et d'étudiantes de Montréal ont été accusés dans le cadre d'une loi semblable votée par le gouvernement fédéral en 2001.

La lutte contre la hausse des frais de scolarité prend aussi de l'expansion ailleurs au Canada. Des étudiants ont déjà entrepris des actions à Ottawa et à Toronto, et d'autres groupes répartis à travers plusieurs provinces s'apprêteraient à se joindre à leur cause. Une journée d'actions a été tenue le 5 juin, à Toronto de même que dans d'autres villes ontariennes. Des étudiants de Colombie-Britannique ont eux aussi témoigné de leur solidarité avec ceux du Québec en condamnant la loi 78. Des manifestations de soutien contre la loi 78 ont eu lieu à Ottawa, Toronto, Paris, Cannes, New-York, Londres et au Chili. La lutte n'est plus seulement contre la hausse des frais de scolarité. Depuis le 21 mai, des prolétaires, chômeurs, chômeuses, étudiants et étudiantes et retraités frappent sur des casseroles à 20h tous les soirs et un très grand nombre vont jusqu'à manifester dans la rue, pour montrer leur ras-le-bol de la loi 78, des arrestations massives, de la violence policière, du gouvernement corrompu et des politiques d'austérité. On ne compte plus le nombre de villes et villages qui ont participé à ces soirées des casseroles et cela s'étend aux autres provinces canadiennes. Cette lutte s'inscrit dans une lutte internationale contre le capitalisme en crise. Elle rejoint les prolétaires de Grèce, d'Espagne, du Portugal, de la Chine, de l'Inde, de la France, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et ailleurs dans le monde. La lutte des mineurs d'Asturies (Espagne) en est un exemple frappant.

Même si les manifestations de casseroles ont pour but de montrer de l'indignation face aux politiques de l'État, on peut s'interroger sur son résultat. Le ministre des finances Raymond Bachand, quant à lui, s'est réjoui de ces manifestations comme un moyen créatif et festif de faire entendre son opinion sans nuire à l'image touristique de la métropole. C'est ce qu'il a exprimé devant une conférence d'hommes et de femmes d'affaires à Montréal. **Comme ailleurs dans le monde, la bourgeoisie tente de détourner les luttes en incitant les prolétaires à voter lors de prochaines élections dans 6 mois, un an, deux ans. C'est ce qui tient le plus à cœur aux syndicats et à tous les partis politiques : Québec Solidaire, Parti Québécois, Libéraux, CAQ et autres, le détournement des actions vers le cirque électoral. Les élections ne représentent pas du tout une expression de la «volonté populaire». La politique des partis qui se font élire est déterminée par les intérêts des grandes entreprises capitalistes dont l'État bourgeois est un serviteur. Les élections sont inutiles pour le prolétariat. C'est un terrain où il n'a aucune véritable place sauf lorsque vient le temps de tracer un X à tous les quatre ans pour mettre au pouvoir des bourgeois du même genre, comme les Charest, Marois, David, Khadir, Legault, etc. Elles lui font croire que son bulletin de vote peut contribuer à faire «changer les choses». Elles font perdurer les illusions démocratiques, selon lesquelles tous les «citoyens» sont égaux et l'État est neutre.**

Les libéraux et la CAQ sont connus pour être ouvertement au service des grandes entreprises capitalistes. D'autres sont plus vicieux, c'est le cas des nationalistes du Parti Québécois et de Québec Solidaire. Ils dénoncent les politiques de droite que les libéraux mettent en vigueur et sa loi matraque 78. Ils insistent sur le fait que les orientations du gouvernement iraient à « l'encontre de valeurs communes ». Il n'y a pas de valeurs communes. C'est un langage typiquement petit-bourgeois et nationaliste qui ne fait aucune mention de la classe ouvrière et de la lutte des classes et qui propage les illusions d'un capitalisme « à visage humain ». **Le capitalisme est en faillite et pour survivre, il poursuit les mêmes attaques partout** : hausse des prix de l'énergie, attaque contre les régimes de retraite, hausse des frais de scolarité, nouvelles taxes, coupures de milliers d'emplois dans le secteur public, coupures des prestations de chômage et fermetures massives d'usine.

La force de la classe ouvrière dont l'exploitation fait vivre toute la société bourgeoise, **est dans son action collective**, menée et organisée sur des bases de classe. Seul le prolétariat en résistant et en allant jusqu'à l'abolition de ce système pourri pourra changer la société. Il y a des luttes de prolétaires en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Chine, en Inde, en France, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis, au Chili et ailleurs dans le monde qui forcent les fractions de la bourgeoisie à s'unir contre la classe ouvrière. Ce sont des centaines et des centaines de milliers de manifestants dans les pays du monde qui refusent ces mesures d'austérité. Les médias menteurs censurent les luttes contre ces mesures dans le monde pour empêcher une solidarité internationale. La lutte des étudiants et des prolétaires québécois n'est pas isolée.

Prolétaires, chômeurs, chômeuses, étudiants et étudiantes, retraités, nous devons cesser de suivre nos faux amis des organisations syndicales et les politiciens comme ceux de QS qui veulent réformer le capitalisme. Cessons de quêter auprès de l'État bourgeois par des pétitions et des votes. Il faut prendre le contrôle des luttes à leur place. Sinon ils détourneront nos luttes vers le cirque parlementaire ou la négociation de notre exploitation.

Une grève générale, c'est ce qu'il faut faire en élargissant les luttes au plus grand nombre en prenant exemple sur nos frères et sœurs, les prolétaires grecs et espagnols. Les prolétaires de Grèce et d'Espagne nous donnent l'exemple en s'unissant de plus en plus largement malgré le nationalisme et le corporatisme des syndicats, en rejetant les politiciens et en s'attaquant à toute la machine de l'État bourgeois. Par exemple, les prolétaires grecs ont assiégé en 2011 le Parlement pour tenter d'empêcher les députés de rentrer pour voter les mesures de misère et d'austérité demandées par les capitalistes européens. Les capitalistes sont responsables de cette crise. Ce n'est pas à la classe ouvrière à payer. Un seul mot d'ordre, rejoindre les prolétaires grecs et espagnols par la grève générale.

Oui à la grève générale ! Non au cirque électoral !

Pour mettre fin à ce système barbare, il nous faut une autre société. Une société qui soit centrée sur la production en vue de satisfaire les besoins humains réels plutôt qu'une société centrée sur la production de profits. Une société où les moyens de production et de distribution seraient à la portée de tous, socialisés, sans exploiteur pour en tenir les rênes et s'accaparer les richesses produites socialement. Un monde où l'environnement ne serait plus vu comme un immense parc à profits – à piller et ruiner – comme c'est le cas présentement par la classe capitaliste. Un monde basé sur la participation de tous et toutes, qui pourraient s'exprimer grâce à de nouveaux organismes de coordination, de production, et de distribution

; grâce à un système de délégation élue et révocable en tout temps et représentant l'ensemble de la société. Pour ce faire, il est impératif de renverser l'État bourgeois basé sur la démocratie parlementaire, véritable artifice pour asseoir et maintenir la domination de la classe capitaliste. C'est au prolétariat, guidé par son parti de classe, de prendre le pouvoir en chassant la classe qu'il l'exploite ; en détruisant son État et en établissant ses propres organes. Seule la classe ouvrière dans sa totalité, à travers ses propres organes autonomes, par exemple les conseils ouvriers, peut instituer une nouvelle société sans classe ni État. Cette tâche ne peut être déléguée, même pas au Parti de classe le plus conscient.

Les Communistes Internationalistes Klasbatalo

Juin 2012

Cet article provient du supplément Québec au journal Le prolétaire d'août 2012, organe du Parti Communiste International.

Même si nous n'avons pas de liens organisationnels et ne partageons pas toutes les positions politiques du Parti Communiste International, nous sommes totalement en accord avec le contenu de cet article.

D'ailleurs, la dénonciation du maoïsme faite par le PCI s'applique amplement à d'autres courants politiques de la gauche capitaliste, de l'anarchisme à Québec Solidaire.

Klasbatalo

« Mouvement Étudiant Révolutionnaire » : Mouvement petit-bourgeois réformiste

Les maoïstes du *Mouvement Étudiant Révolutionnaire* (MER) aiment bien se présenter comme l'avant-garde révolutionnaire du mouvement étudiant; à l'issue de la mobilisation de ces derniers mois ils ont publié 5 « hypothèses » censées en tirer les leçons et les perspectives qu'elle ouvre pour « *l'avenir des luttes de classes au Québec* » (Note).

S'il le fallait, ce texte donne une nouvelle démonstration de la nature politiquement petite-bourgeoise des maoïstes. En effet la lutte des classes est évoquée dans la question disparaît dans les hypothèses, où l'on ne parle jamais de **classe ouvrière** ou de **prolétariat**; à sa place nous n'avons que le « peuple », les masses populaires ».

Prenant ses vessies pour des lanternes, le MER affirme que les derniers mois ont constitué « *un inestimable acquis pour les masses populaires en termes d'expérience de lutte. La pratique politique des masses vient de connaître un bond prodigieux et accéléré. Les structures sociales et politiques n'ont pas bougé – pas encore –, mais le peuple, lui, en revanche, s'en trouve profondément marqué et transformé* ». La mobilisation autour des luttes étudiantes et contre les mesures répressives du gouvernement ont été sans aucun doute d'une ampleur inédite, et cela s'explique par l'ampleur du malaise social, par la maturation des tensions entre les classes.

Mais pour les marxistes, ce qui ressort d'une analyse de la situation actuelle, ce n'est pas que la « pratique politique des masses » - concept cher à l'interclassisme maoïste – aurait connu un « bond prodigieux » avec les grandes manifestations pacifiques et démocratiques ; mais c'est l'énorme difficulté que connaît toujours la classe ouvrière à se mobiliser contre son adversaire de classe, c'est la faiblesse persistante des prolétaires à manifester leur solidarité avec leurs frères de classe en lutte contre les patrons : bref, c'est **l'absence** (d'ailleurs

reconnue en passant et de façon désinvolte par le MER) **encore aujourd'hui de la lutte prolétarienne de classe.**

Et cette absence laisse toute latitude aux confusionnistes politiques comme le MER pour entraîner les prolétaires qui se mobilisent spontanément et individuellement, dans les impasses mortelles de l'interclassisme et du démocratismes réformistes. Le MER laisse entendre que «*les structures sociales et politiques*» pourraient «*bouger*» à la suite des mobilisations en cours : il y aurait en effet un «*important affaiblissement des institutions de pouvoir et des figures d'autorité de la bourgeoisie : le gouvernement, le parlement, les tribunaux, la police, les grands médias*». On croît rêver : la police est-elle affaiblie ? Le parlement et tout le système électoral, l'idéologie et la praxis démocratiques bourgeoises ont-ils perdu leur influence ? L'État bourgeois a-t-il le moins du monde été ébranlé ? Il n'en est évidemment rien !

Si le MER raconte de telles sottises, c'est qu'il veut faire passer la perte de popularité du gouvernement Charest pour un affaiblissement de la domination de classe de la bourgeoisie. La conclusion est logique : si le gouvernement est battu lors des prochaines élections, c'est la bourgeoisie qui sera battue ! Le MER a beau écrire que les élections sont une «*mascarade pseudo-démocratique*», il affirme cependant que «*ces élections (...) seront l'occasion privilégiée de porter un coup supplémentaire (!) aux institutions et à l'ordre bourgeois*».

Les élections ne sont et ne seront **jamais** rien de tel. Non pas parce qu'elles ne seraient pas assez, ou pas vraiment démocratiques, mais parce que le **mensonge démocratique** sert précisément à renforcer l'ordre bourgeois en constituant l'**antidote** à la lutte de classe : voter est l'alternative que présente le système démocratique à l'entrée en lutte contre le système capitaliste. Il suffirait de changer par le vote les politiciens au pouvoir pour qu'il n'y ait plus «*de parti pris du gouvernement pour la bourgeoisie*», pour que les institutions se mettent à «*bouger*» en faveur des opprimés.

En réalité, on ne peut pas faire «*bouger*» ni «*porter des coups*» - et encore moins renverser – *les «institutions de pouvoir»* (i.e. l'État) bourgeois par des mobilisations pacifiques même imposantes, ni par des bulletins de vote comme veulent le faire croire tous les démocrates, mais seulement par la lutte révolutionnaire, par l'insurrection armée ! L'État bourgeois est l'appareil de la domination de classe de la bourgeoisie, qui ne peut pas changer de nature par des réformes graduelles, mais qui doit être renversé et brisé par la révolution pour céder la place à l'appareil de domination du prolétariat indispensable pour déraciner le capitalisme.

Mais cette fable est utile au MER pour qu'il puisse présenter, à l'occasion des prochaines élections, son utopie réformiste d'un «*projet d'un véritable pouvoir populaire*».

À cette fumeuse perspective, le marxisme a opposé depuis qu'il existe la seule solution révolutionnaire : la constitution du prolétariat **en classe** donc **en parti**, sa constitution **en classe dominante** par la prise du pouvoir et l'**extension de la révolution à tous les pays** !

Note : Toutes les citations qui suivent sont tirées de : «*Les fruits du printemps 2012 : 5 hypothèses sur la crise sociale au Québec* » cf. <http://www.mer-pcr.com/2012/06/les-fruits-du-printemps-2012-5.html>

Nous avons trouvé ce texte du *vieux** Courant Communiste International (CCI) qui, partant d'un point de vue anticapitaliste et cela va de soi internationaliste, peut nous aider à répondre à la question **Quoi faire après une lutte, quand celle-ci se termine par un échec comme ce fut le cas avec le mouvement étudiant en août 2012 ?**

Le texte mentionne les comités, cercles, groupes, noyaux, etc. Nous pourrions aussi mettre Assemblée Populaire Autonome de Quartier (APAQ) ou ville. L'expérience, les acquis et erreurs de prolétaires en Europe ne peuvent qu'aider les prolétaires du monde entier. Pour l'histoire, il y a eu des conseils ouvriers en Allemagne, en Autriche, en Hongrie et en Russie. Au Canada, il y a eu une forme de conseil à Winnipeg en 1919 et une amorce de conseil à Sept-Îles en 1972 lors de la lutte du Front Commun. Ces conseils ouvriers représentaient un niveau de conscience politique beaucoup plus élevé que les APAQ actuelles, il va s'en dire, les conseils ouvriers étant de futurs organes de la dictature du prolétariat. À terme la mise sur pied de conseils au niveau mondial aboutira à un échec s'il n'y a pas un parti international et internationaliste. *Le rôle de ce parti ne sera pas de prendre le pouvoir au nom de la classe ouvrière mais de participer à l'unification et à l'extension de ses luttes ainsi qu'à leurs contrôles par les ouvriers eux-mêmes, et à la diffusion du programme communiste afin de conscientiser le prolétariat en classe pour soi. Seule la classe ouvrière dans sa totalité, à travers ses propres organes autonomes, par exemple les conseils ouvriers, peut instituer le socialisme. Cette tâche ne peut être déléguée, même pas au parti de classe le plus conscient.*
Position 10 de base des Communistes Internationalistes Klasbatalo.

*Nous écrivons *vieux* CCI parce que depuis le début des années 2000, cette organisation a rejeté dans les faits le regroupement des forces révolutionnaires internationalistes anticapitalistes en s'acquinant avec des groupes anarchistes.

Les CIK

L'organisation du prolétariat en dehors des périodes de luttes ouvertes

Ce texte a été publié une première fois dans la Revue Internationale n°21. Ce texte a été proposé pour le Congrès d'Internationalisme (janvier 1980).

Que faire après la lutte ? Comment s'organiser lorsque la grève est terminée ? Comment préparer la prochaine lutte ?

Voilà certaines questions auxquelles la maturation actuelle de la lutte de classe impose de répondre.

Face à cette question, face aux problèmes que posent les comités de lutte, cercles de discussion, groupes prolétariens, regroupant de petites minorités d'ouvriers, nous n'avons aucune recette à fournir. Entre les leçons morales ("organisez vous comme ceci ou cela", "dissolvez-vous", rejoignez-nous") et les flatteries démagogiques, nous n'avons pas à choisir. Notre souci est bien plutôt celui-ci : comprendre ces expressions minoritaires du prolétariat comme une partie d'un tout, les insérer dans le mouvement général de la lutte de classe ; de cette manière nous pourrions comprendre à quelles nécessités générales ces organes répondent. De cette manière nous pourrions également, en ne restant ni dans le flou politique ni

emprisonnés dans des schémas rigides, cerner les aspects positifs de ces démarches et souligner les dangers qui les guettent.

Caractéristiques de la lutte du prolétariat dans le capitalisme décadent

Notre première préoccupation dans l'appréhension de ce problème doit être de rappeler le contexte historique général dans lequel nous nous trouvons. Nous devons nous remettre en mémoire la nature de cette période historique (l'ère des révolutions sociales) et les caractéristiques de la lutte de classe depuis l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence. Cette analyse est fondamentale car elle nous permet de comprendre le type d'organisation de classe qui peut exister dans une telle période.

Sans entrer dans les détails, rappelons simplement que le prolétariat au 19^e siècle existe comme une force organisée de manière permanente. Le prolétariat s'unifie comme classe au travers d'une lutte économique et politique pour des réformes.

Le caractère progressiste du système capitaliste permettait au prolétariat, à cette époque, de faire pression sur la bourgeoisie pour obtenir des réformes durables et obtenir une réelle amélioration de ses conditions de vie. C'est pour cela que de larges masses d'ouvriers devaient s'organiser de façon permanente dans des syndicats et des partis qui, au sein du parlement bourgeois, pouvaient encore représenter les intérêts de la classe ouvrière en luttant pour des réformes politiques. Le capitalisme était encore à cette époque un système florissant en pleine expansion.

Dans la période de sénilité du capitalisme, ouverte avec le déchaînement de la guerre de 1914-18, les caractères et les formes d'organisation de la lutte prolétarienne changent. Une mobilisation quasi permanente du prolétariat pour la défense de ses intérêts économiques immédiats et politiques n'est plus possible ni durable. Les **organes unitaires** permanents de la classe **ne peuvent plus désormais exister qu'au cours de la lutte elle-même**. La fonction de ces organisations de masses ne se limite plus désormais à simplement "négocier" une amélioration des conditions de vie du prolétariat (car cette amélioration n'est plus possible à long terme et parce que la seule issue réaliste est celle de la révolution prolétarienne) mais à se préparer, à mesure que les luttes se développent, à la prise du pouvoir. Ces organes unitaires de masse destinés à la prise du pouvoir du prolétariat sont ceux qui ont surgi en Russie en 1905 et surtout en 1917 et en Allemagne en 1918. Ce sont les Conseils Ouvriers (ou "Soviets"). Ils ne peuvent surgir que dans une période révolutionnaire.

Ces organes possèdent un certain nombre de caractéristiques que nous devons mettre en évidence si nous voulons bien cerner tout le processus qui mène à l'auto-organisation du prolétariat.

Ainsi nous devons mettre en évidence que les Conseils sont une expression directe de la lutte de la classe ouvrière. Ils surgissent de manière spontanée (mais non mécanique) de sa lutte massive. C'est pourquoi ils sont intimement liés au développement et à la maturité de cette lutte, ils puisent en elle leur substance et leur vitalité. Ils ne constituent donc pas une simple "délégation" des pouvoirs, une parodie de Parlement, mais bien l'expression organisée de l'ensemble du prolétariat et de son pouvoir. Leur tâche n'est pas d'organiser une représentativité proportionnelle des groupes sociaux ou des partis politiques mais de permettre à la volonté du prolétariat de se réaliser pratiquement. C'est à travers eux que se prennent toutes les décisions. C'est pour cette raison que les ouvriers doivent constamment en garder le contrôle (révocabilité des délégués) par le biais des Assemblées Générales.

Seuls les Conseils Ouvriers sont capables de réaliser l'unité vivante entre la lutte immédiate et le but final des luttes. Par cette liaison entre la lutte pour des intérêts immédiats et la lutte pour le pouvoir politique et la construction de la société communiste mondiale, les Conseils posent la base objective et subjective de la révolution prolétarienne. Ils constituent le creuset par excellence de l'extension de la conscience de classe. La constitution du prolétariat en Conseils n'est pas une simple question de forme d'organisation mais bien le produit d'un développement de la lutte elle-même et de la conscience de classe. **Le surgissement des Conseils n'est pas le fruit de recettes organisationnelles, de structures préfabriquées, d'organes intermédiaires.**

L'extension et la centralisation de plus en plus consciente des luttes, au delà des entreprises et des frontières, ne peut être un fait artificiel et volontariste. Pour se convaincre de cette idée, il suffit de se rappeler l'expérience des AAU [1] et cette tentative artificielle de relier et de centraliser les "organisations d'usines" dans une période où la lutte refluit.

Les Conseils ne peuvent subsister que tant que subsiste une lutte permanente, ouverte, impliquant la participation d'un nombre toujours plus important de prolétaires dans le combat. Leur surgissement est essentiellement fonction d'un développement de la lutte elle-même et de la conscience de classe.

Tenter de combler un vide

Mais nous ne nous trouvons pas encore dans une période de lutte permanente, dans un contexte révolutionnaire qui permettrait au prolétariat de s'organiser en Conseils Ouvriers. L'organisation du prolétariat en Conseils est tributaire de conditions objectives (degré d'approfondissement de la crise permanente de l'économie capitaliste, cours historique) et subjectives (maturité de la lutte et de la conscience au sein de larges masses du prolétariat). Elle est le résultat de tout un apprentissage, de toute une maturation tant organisationnelle que politique.

Nous devons être conscients que cette maturation, cette fermentation politique ne se déroule pas suivant une ligne bien dessinée et bien droite. Elle s'exprime bien plutôt à travers un processus bouillonnant et confus, à travers un mouvement heurté et saccadé. Elle exige en outre une participation active de minorités révolutionnaires. Incapable d'agir mécaniquement selon des principes abstraits, selon des plans préconçus, selon un volontarisme détaché de la réalité, le prolétariat mûrit son unité et sa conscience au cours d'un apprentissage heurté fait d'avancées, de reculs et de défaites. Incapable de regrouper toutes ses forces à un jour "J" (le mythe du "grand soir" cher au syndicalisme révolutionnaire), **il concentre ses rangs au cours de la bataille elle-même, son "armée", il la forme dans le conflit lui-même.** Mais au cours de la lutte, il forme dans ses rangs des éléments plus combattifs, des avant-gardes plus décidées. Celles-ci ne se regroupent pas forcément au sein d'une organisation de révolutionnaires (car celle-ci dans certaines périodes est peu connue). L'apparition de ces minorités combattives au sein du prolétariat, que ce soit avant, après ou pendant les luttes ouvertes, n'est pas un phénomène incompréhensible ou nouveau. Elle exprime bien ce caractère irrégulier de la lutte, ce développement inégal et hétérogène de la conscience de classe. Ainsi, depuis la fin des années 1960, nous assistons à la fois à un développement de la lutte de classe dans le sens d'une plus grande auto-organisation, à un renforcement des minorités révolutionnaires, à l'apparition de comités, cercles et groupes prolétariens etc. où tente de se regrouper une avant-garde ouvrière. Le développement d'un pôle politique

cohérent, la tendance du prolétariat à s'organiser en dehors des syndicats, procèdent d'une même maturation de la lutte et de la conscience de classe.

L'apparition de ces comités, cercles, groupes prolétariens (incluant des travailleurs salariés, étudiants ou au chômage, de toutes les générations et de toutes les catégories professionnelles), répond donc bien à une nécessité de la lutte de classe elle-même. Si des éléments combattifs sentent la nécessité de rester groupés après qu'ils aient lutté ensemble, c'est à la fois dans le but de continuer à "agir ensemble" (éventuellement préparer une nouvelle grève) et à la fois dans le but de tirer des leçons de la lutte passée (à travers un débat politique, collectif, démocratique et bien organisé). Le problème qui se pose à ces prolétaires est autant celui de leur regroupement en vue d'une action future (qui ne peut pas être conçue comme l'action d'une "petite minorité" isolée) que **celui de leur regroupement en vue d'éclaircir les questions posées par la lutte passée et à venir**. Cette attitude est compréhensible dans la mesure où l'absence de luttes permanentes, la "faillite" des syndicats et la faiblesse numérique des véritables organisations révolutionnaires (communistes internationalistes) créent une sorte de "vide" tant organisationnel que politique. La classe ouvrière lorsqu'elle reprend le chemin de son combat historique a toujours eu horreur du vide. Elle cherche donc toujours à répondre à un besoin posé par ce "vide" organisationnel et politique. Ces comités, cercles et groupes prolétariens, ces minorités d'avant-garde de la classe ouvrière qui ne comprennent pas encore clairement leur fonction ont toujours répondu à ce besoin. Ils sont à la fois une expression de la faiblesse générale de la lutte de classe actuelle et l'expression **d'une maturation de l'organisation et de la conscience de classe**. Ils cristallisent tout un travail souterrain qui s'opère au sein du prolétariat.

Le reflux de 73-77

C'est pour cette raison que nous devons faire attention à ne pas enfermer ces organes dans des tiroirs hermétiques, dans des classifications rigides. Nous ne pouvons pas prévoir l'apparition et le développement de ceux-ci de manière tout à fait précise. De plus, nous devons être attentifs à ne pas séparer artificiellement différents moments dans la vie de ces comités et ne pas poser un faux dilemme dans le style : "l'action ou la discussion."

Ceci dit, cela ne doit pas nous empêcher d'avoir une intervention par rapport à ces organes. Nous devons également être capables d'apprécier l'évolution de ces organes en fonction de la période, **suivant que nous nous trouvons dans une période de reprise des luttes ou de reflux**. En effet, dans la mesure où ils sont un produit immédiat et spontané des luttes, qu'ils surgissent plus sur la base de problèmes conjoncturels (à la différence de l'organisation des révolutionnaires qui surgit sur la base des nécessités historiques du prolétariat), ces organes restent très fortement dépendants du milieu ambiant de la lutte de classe. Ils restent plus fortement prisonniers des faiblesses générales du mouvement et ont tendance à suivre les hauts et les bas de la lutte.

C'est ainsi que nous devons opérer une distinction dans le développement de ces comités, cercles, groupes prolétariens etc. au moment du reflux de la lutte entre 1973 et 77, et dans la période actuelle de reprise internationale des luttes.

Tout en soulignant les dangers qui restent identiques pour ces deux périodes, nous devons être capables de cerner les différences d'évolution.

C'est ainsi qu'avec la fin de la première vague de luttes à la fin des années 1960, nous avons pu assister à l'apparition de toute une série de confusions au sein de la classe ouvrière. Ces

confusions nous pouvons les mesurer surtout en fonction de l'attitude des quelques éléments combattifs de la classe qui tentent de rester groupés.

Nous avons vu ainsi se développer :

* **L'illusion du syndicalisme de combat et la méfiance à l'égard de tout ce qui est "politique"** (OHK, AAH, Komiteewerking) [2]. Dans la plupart des cas, les comités issus des luttes se sont transformés carrément en para-syndicats. C'est le cas des Commissions Ouvrières en Espagne et des "Conseils d'Usines" en Italie. Plus souvent encore, ils disparaissent carrément.

* Un très fort corporatisme (ce qui constitue la base même du syndicalisme "de combat").

* Lorsque des tentatives sont faites pour dépasser le cadre de l'usine ou de l'entreprise, **une confusion et un éclectisme politique très grand.**

* Une très grande confusion politique, ce qui rend ces organes très fragiles aux manoeuvres des gauchistes et les font tomber aussi dans des illusions du style de celles entretenues par le PIC (voir le "bluff" des groupes ouvriers). [3]

C'est également au cours de cette période que se développe l'idéologie de "l'autonomie ouvrière" avec tout ce qu'elle comporte comme apologie de l'immédiatisme, de l'usinisme et de l'économisme.

Toutes ces faiblesses sont essentiellement dues aux faiblesses de la première vague de luttes de la fin des années 1960. C'est ainsi que ces mouvements se caractérisent par une disproportion entre la force et l'extension des grèves et une faiblesse dans le contenu des revendications. Ce qui marque surtout cette disproportion c'est une absence de perspectives politiques claires dans le mouvement. Le repli ouvrier de 1973-77 est le produit de cette faiblesse utilisée par la bourgeoisie pour opérer un travail de démobilisation et d'encadrement idéologique des luttes. Chacun des points faibles de la première vague de grèves qui a surgi en 1968 est "récupéré" par la bourgeoisie à son profit :

** "Ainsi l'idée d'une organisation permanente de la classe ouvrière, à la fois politique et économique, s'est transformée ensuite en celle des 'nouveaux syndicats' pour finalement en revenir aux syndicats classiques. La vision de l'AG comme une forme indépendante du contenu a abouti -via les légendes sur la démocratie directe et le pouvoir populaire- au rétablissement de la confiance dans la démocratie bourgeoise. Les idées d'autogestion et de contrôle ouvrier de la production, confusions explicables dans un premier temps, furent théorisées par le mythe de 'l'autogestion généralisée', les 'Îlots du communisme' ou la 'nationalisation sous contrôle ouvrier'. Tout ceci a préparé les ouvriers à faire confiance au plan de restructuration 'qui évite les licenciements' ou aux pactes de solidarité nationale pour 'sortir de la crise'." (Rapport sur la lutte de classe présenté au 3e Congrès international du CCI)*

La reprise des luttes depuis 1977

Avec la reprise des luttes ouvrières depuis 1977, nous voyons se dessiner d'autres tendances. Le prolétariat a mûri par la "défaite", il a tiré même très confusément les leçons de ce reflux et même si les dangers restent toujours présents de "syndicalisme de combat", de corporatisme, etc., ils s'inscrivent dans une évolution générale différente.

C'est ainsi que depuis 1977 nous voyons se développer timidement :

* Une volonté plus ou moins marquée de développer une discussion politique de la part d'une avant-garde combative de prolétaires (rappelons l'AG des coordinamenti à Turin, le débat mené à Anvers avec des ouvriers de Rotterdam, d'Anvers, etc., la conférence des dockers à Barcelone... [4]).

* La volonté d'élargir le champ de la lutte, **de dépasser le ghetto de l'usinisme**, de donner un cadre politique plus global à la lutte. Cette volonté s'exprime par l'apparition de "coordinamenti" et plus spécifiquement dans le manifeste politique d'un des coordinamenti du nord de l'Italie. Ce manifeste réclame une unification de l'avant-garde combative des usines, la nécessité d'une lutte politique indépendante des ouvriers et insiste sur la nécessité de dépasser le cadre de l'usine pour lutter.

* Le souci d'établir **une liaison entre l'aspect immédiat de la lutte et le but final du mouvement prolétarien dans son ensemble**. Ce souci s'exprime particulièrement dans des groupes de travailleurs : en Italie (FIAT) et en Espagne (FEYCU, FORD). Les premiers sont intervenus par voie de tract pour dénoncer les menaces de licenciements faits au nom de "l'anti-terrorisme", les seconds pour dénoncer l'illusion du parlementarisme.

* Le souci de mieux préparer et organiser les luttes à venir (par exemple, l'action des "porte-parole" de Rotterdam appelant à la formation d'AG).

Bien entendu, répétons-le, les dangers de corporatisme, de syndicalisme de combat, d'enfermement de la lutte sur un terrain strictement économique subsistent même au cours de cette période,

Mais ce dont nous devons tenir compte, c'est **l'influence importante de la période** sur l'évolution des comités, cercles, groupes prolétariens etc., surgissant avant ou après les luttes ouvertes. Lorsque la période est à la combativité et à la remontée des luttes, l'intervention de telles minorités ouvrières prend un autre sens et notre attitude également. C'est ainsi que dans une période de recul généralisé des luttes, nous insisterons plus sur les dangers pour de tels organes de se transformer en para-syndicats, de tomber dans les bras des gauchistes et des illusions du terrorisme, etc. Dans une période de remontée, nous insisterons plus sur les dangers du "volontarisme" et de "l'activisme" (voir les illusions exprimées à cet égard dans le manifeste du coordinamento de Sesto San Giovanni), sur les illusions que pourraient avoir ces ouvriers combattifs de former les embryons des comités de grève futurs, etc. Dans une période de reprise des luttes, nous serons également plus ouverts face à l'apparition de minorités combattives se regroupant en vue d'appeler à la lutte et à la formation de comités de grève, d'AG, etc.

Les possibilités de ces organes

Ce souci de replacer ces comités, cercles, groupes prolétariens, etc. dans le bain de la lutte de classe, de les comprendre en fonction de la période dans laquelle ils se meuvent, n'implique pas pourtant que nous changions nos analyses du tout au tout, suivant ces différentes étapes de la lutte de classe.

Quel que soit le moment où naissent ces comités, cercles et groupes prolétariens, nous savons qu'ils ne constituent qu'une **étape d'un processus dynamique général**, un moment dans la maturation de l'organisation et de la conscience de classe. Ils ne peuvent avoir un rôle positif que s'ils se donnent un cadre large et souple pour ne pas figer ce processus. C'est pourquoi ils doivent veiller à ne pas tomber dans les pièges suivants :

* imaginer qu'ils constituent la structure préparant le surgissement des comités de grève ou des Conseils Ouvriers ;

* imaginer qu'ils sont investis d'une sorte de "potentialité" (ou de "mission impossible") ayant le pouvoir de déclencher la lutte future (ce ne sont pas des "minorités" aussi combattives et "éclairées" soient-elles qui peuvent créer et décréter artificiellement une grève ou font surgir une AG ou un comité. Et cela, même si ces minorités d'avant-garde mènent une intervention active dans ce processus) ;

* se doter d'une plate-forme ou de statuts ou de tout élément risquant de figer leur évolution et les condamnant à la confusion politique. Ces formes d'organisation du prolétariat entre deux périodes de lutte ouverte ne doivent pas être confondues avec les organisations révolutionnaires qui ne sont pas le produit des luttes immédiates mais du combat historique de la classe ouvrière ;

* se présenter comme des organes "intermédiaires" entre les syndicats et les Conseils Ouvriers ou entre la classe dans son ensemble et ses organisations politiques, comme une organisation à la fois unitaire et politique minoritaire.

C'est pourquoi, quelle que soit la période dans laquelle nous nous trouvons, notre attitude envers ces comités, cercles, groupes prolétariens, si elle reste ouverte, vise cependant à favoriser la **réflexion politique** en leur sein. Nous devons essayer de faire en sorte que ces comités, cercles, groupes prolétariens ne se figent ni dans un sens (en structure qui s' imagine préfigurer les Conseils), ni dans l'autre. Ce qui doit nous guider avant tout, ce ne sont pas les intérêts et les préoccupations conjoncturelles de ces organes (car nous ne pouvons pas leur suggérer une recette organisationnelle et une réponse toute faite), **mais les intérêts généraux de l'ensemble de la classe**. Notre souci est de toujours homogénéiser et développer la conscience de classe de telle sorte que le développement de la lutte se fasse avec une participation toujours plus massive des ouvriers à celle-ci et une prise en main de la lutte par les ouvriers eux-mêmes et non par une minorité, quelle qu'elle soit. C'est pour cette raison que nous insistons tant sur la dynamique du mouvement et que nous mettons les éléments les plus combattifs du prolétariat en garde contre les tentatives de substitutionnisme ou contre tout ce qui risque de bloquer le développement ultérieur de la lutte et de la conscience du prolétariat. En orientant l'évolution de ces organes dans une direction (réflexion et discussions politiques), plutôt que dans une autre, nous répondons à ce souci de favoriser la dynamique du mouvement. Bien entendu, cela ne signifie pas que nous condamnions toute forme d'"intervention" ou d'action" ponctuelle de la part de ces organes. Il est évident que dès l'instant où un groupe d'ouvriers combattifs comprend que sa tâche n'est pas d'agir en vue de se constituer en para-syndicats mais plutôt en vue de tirer des leçons politiques des luttes passées et se préparer à celles de demain, cela n'implique pas le fait que cette réflexion politique se fasse dans le vide éthéré, dans l'abstrait et sans aucune conséquence pratique. La clarification politique menée par ces ouvriers combattifs va également les pousser à agir ensemble à l'intérieur de leur entreprise (et même au delà de l'entreprise). Ils vont ressentir la nécessité de donner une expression politique matérielle à leur réflexion politique (tracts, journaux, etc.), ils vont ressentir la nécessité de prendre position par rapport à des faits concrets qui touchent la classe ouvrière. En vue de diffuser cette prise de position et de la défendre, ils vont donc avoir une **intervention concrète**. Dans certaines circonstances ils vont proposer des moyens d'action concrets (formation d'AG, de comités de grève...) en vue de riposter ou de lutter. Au cours de la lutte elle-même, ils ressentent la nécessité de se concerter pour développer une certaine orientation de la lutte, pour appuyer des revendications permettant d'élargir la lutte, pour insister sur l'élargissement de celle-ci, etc.

Mais, par rapport à cela, même si nous devons veiller à ne pas plaquer des schémas rigides, il est clair que nous continuons à insister sur le fait que ce qui compte avant tout, c'est la participation active de tous les ouvriers à la lutte, et qu'en aucun cas ces éléments combattifs

ne doivent se substituer à cette participation et mener l'organisation et la coordination de la grève à la place de leurs camarades. De plus, il est également clair que plus les idées des organisations révolutionnaires gagneront les prolétaires au sein des luttes, plus ces éléments les plus combattifs et clairvoyants se tourneront vers elles. Ceci, non pas parce que les organisations communistes auront mené une politique de "recrutement" forcé envers ces éléments (comme le font les staliniens, les trotskistes et autres gauchistes), mais tout simplement parce que ces éléments prendront conscience qu'une intervention politique réellement active et efficace ne peut se faire que dans le cadre d'une telle organisation internationale.

L'intervention des révolutionnaires

Tout ce qui brille n'est pas or. Mettre en évidence que la classe ouvrière fait surgir dans sa lutte des minorités plus combattives ne signifie pas affirmer que l'impact de ces minorités est décisif pour le déroulement ultérieur de la conscience de classe. Nous ne devons pas faire une identification absolue entre expression d'une maturation de la conscience et facteur actif dans le développement de celle-ci.

En réalité, l'influence que peuvent avoir ces comités, cercles, groupes ouvriers, etc. dans le déroulement ultérieur de la lutte est très limitée. Elle est entièrement fonction de la combativité générale du prolétariat et de la capacité de ces comités ou cercles à poursuivre sans cesse un travail de clarification politique. Or, à long terme, ce travail ne peut se poursuivre que dans le cadre d'une organisation révolutionnaire.

Mais là encore aucun mécanisme n'est déterminé à l'avance. Ce n'est pas d'une manière artificielle que les organisations révolutionnaires pourront agréger ces éléments. Contrairement à des organisations comme Battaglia Comunista, le CCI ne cherche pas à combler d'une manière artificielle et volontariste un "fossé" qui existerait entre le parti et la classe. Notre compréhension de la classe ouvrière comme force historique et de notre rôle nous empêche de vouloir figer ces comités, cercles ou groupes prolétariens dans des structures intermédiaires ou de chercher à créer des "groupes d'usine", courroies de transmission entre la classe et le parti.

Se pose alors la question de savoir quelle est notre attitude par rapport à de tels comités, cercles etc. Tout en leur reconnaissant une influence limitée, des faiblesses, nous restons ouverts et attentifs au surgissement de tels organes. Nous leur proposons avant tout une très grande ouverture dans la discussion et nous n'adoptons en aucun cas une attitude de mépris, de condamnation sous prétexte de "l'impureté" politique de ces organes. Ceci est une chose. Une autre chose serait de flatter ces organes ou même de concentrer notre énergie uniquement sur eux. Nous n'avons pas à faire une "obsession" des "groupes ouvriers", comme nous n'avons pas à les ignorer. Tout en reconnaissant le processus de maturation de la lutte et de la conscience de classe et ses tentatives à se "hisser" vers le terrain politique, tout en ayant conscience que le prolétariat dans ce processus fait surgir en son sein des minorités plus combattives qui ne se regroupent pas nécessairement en organisation politique, nous devons faire attention à ne pas identifier ce processus de maturation avec celui qui caractérisait le développement de la lutte de classe au 19^e siècle. Cette compréhension est très importante car elle nous permet d'apprécier en quoi ces comités, cercles, etc. sont véritablement des expressions de la maturation de la conscience de classe, mais des expressions avant tout **temporaires et éphémères** et non pas des jalons fixes et structurés, des échelons organisationnels dans le développement de la lutte de classe. Car la lutte de classe dans la

période de décadence du capitalisme se développe par explosions, par surgissements brusques qui surprennent même les éléments les plus combattifs d'une lutte précédente et peuvent les dépasser tout à fait en conscience et en maturité. Le prolétariat ne peut s'organiser réellement au niveau unitaire qu'au sein de la lutte elle-même et au fur et à mesure que la lutte devient permanente, il grossit et renforce ses organisations unitaires.

C'est cette compréhension qui nous permet de mieux cerner en quoi, même si dans certaines circonstances il peut être très positif de mener une discussion suivie et systématique avec ces cercles et de participer à leurs réunions, nous n'avons pas de politique spécifique, de "tactique" spéciale à l'égard de ces comités ouvriers. Nous reconnaissons la possibilité et une plus grande facilité de discuter avec ces éléments combattifs (particulièrement quand la lutte n'est pas encore ouverte) ; nous avons conscience que certains de ces éléments peuvent nous rejoindre, mais nous ne focalisons pas toute notre attention sur eux. Car ce qui reste avant tout essentiel pour nous, c'est la dynamique générale de la lutte du prolétariat au sein de la laquelle nous n'opérons aucune classification rigide, aucune hiérarchisation. Nous nous adressons avant tout à la classe ouvrière dans son ensemble. Contrairement aux autres groupes politiques qui essaient de combler l'absence d'influence de minorités révolutionnaires par des procédés artificiels en s'illusionnant sur ces "groupes ouvriers", le CCI reconnaît son peu d'impact dans la période présente. Nous ne cherchons pas à développer, pour augmenter cette influence, une confiance artificielle des ouvriers à notre égard. Nous ne sommes pas ouvriéristes, comme nous ne sommes pas des mégalomanes. L'influence que nous développerons progressivement au sein des luttes, viendra essentiellement de notre **PRATIQUE POLITIQUE** en leur sein, et non d'un quelconque rôle de "porteurs d'eau" ou d'une politique de flagorneries. De plus, cette intervention politique, nous l'adressons à la classe ouvrière dans son ensemble, au prolétariat pris comme un tout et comme une classe internationale. Nous existons non pas pour nous satisfaire de la "confiance" que nous accorderaient deux, trois ouvriers aux mains calleuses, mais pour homogénéiser et accélérer l'épanouissement de la conscience de classe. Et nous devons être conscients que ce n'est qu'au cours du processus révolutionnaire lui-même que le prolétariat nous accordera sa "confiance" politique, dans la mesure où il reconnaîtra alors que le parti révolutionnaire fait réellement **PARTIE** de son combat historique.

[1] AAU, Allgemeine Arbeiter Union : Union Générale des Travailleurs. Les "unions" ont été des tentatives de créer des formes d'organisation permanentes regroupant l'ensemble des ouvriers en dehors des syndicats et contre eux, en Allemagne, dans les années qui suivirent l'écrasement de l'insurrection de Berlin en 1919. Elles exprimaient une nostalgie des Conseils Ouvriers, mais ne parvinrent jamais à en remplir leur fonction.

[2] Différents groupes d'ouvriers ayant existé en Belgique.

[3] Le groupe français PIC (Pour une Intervention Communiste) vécut pendant quelques mois convaincu et cherchant à convaincre tout le monde, qu'il participait au développement d'un réseau de "groupes ouvriers", qui constitueraient une puissante avant-garde du mouvement révolutionnaire. Il fondait et entretenait cette illusion sur la réalité squelettique de deux ou trois groupes constitués pour l'essentiel d'éléments "ex-gauchistes". Il ne reste plus grand chose de tout ce bluff.

[4] Il s'agit de rencontres organisées à cette époque regroupant des délégations de différents groupes, collectifs, comités ouvriers...

Positions du Groupe International de la Gauche Communiste (GICL)

- Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : **socialisme ou barbarie**.

- La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

- Les régimes étatisés qui, sous le nom de " socialistes " ou " communistes ", ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

- Depuis le début du 20e siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

- Toutes les idéologies nationalistes, d'"indépendance nationale ", de " droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ", quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploités.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La " démocratie ", forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

- Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis "ouvriers", "socialistes", "communiste" (les ex-"communistes" aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotskistes, maoïstes, anarchistes), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de " front populaire ", " front anti-fasciste " ou " front unique ", mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

- Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, " officielles " ou " de base ", ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

- Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par

les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées. Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

- La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

- La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni " autogestion ", ni " nationalisation " de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

- L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'" organiser la classe ouvrière ", ni de " prendre le pouvoir " en son nom, mais de participer activement à l'unification des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.

- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

NOTRE FILIATION

- Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le GIGC se réclame ainsi des apports successifs de la Ligue des Communistes de Marx et Engels (1847-52), des trois Internationales (l'Association Internationale des Travailleurs, 1864-72, l'Internationale Socialiste, 1889-1914, l'Internationale Communiste, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la 3e Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les gauches allemande, hollandaise et italienne, et des groupes de la Gauche communiste qui se sont développés en particulier dans les années 1970 et 1980 et qui sont issus de ces fractions.